

LA CORÉE DU SUD

**UNE ANALYSE HISTORIQUE DU
PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT**

© L'harmattan, 2000
ISBN : 2-7384-8729-7

Ick-Jin SEO

LA CORÉE DU SUD

**UNE ANALYSE HISTORIQUE DU
PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT**

**L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris - FRANCE**

**L'Harmattan Inc
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) – Canada H2Y 1K9**

A ma femme et à mes enfants

ABREVIATIONS

- AGRC = Association des Groupes de Recherche Scientifique
ANSP = *Agency for National Security Planning* (substitut du KCIA)
BAA = base autonome d'accumulation
BAI = base autonome d'innovation
BOK = *Bank of Korea* = *Bank of Chosôn* (nom avant 1950)
BTN = banques transnationales
CEB = *Combined Economic Board*
DIT = division internationale du travail
EEA = économie d'exportation authentique
EEE = économie d'emprunt et d'exportation
EEEd = EEE développée
EEEs = EEE simple
EPB = *Economic Planning Board*
FMI = Fonds Monétaire International
FNI = fonds national d'investissement
FTN = firmes transnationales
GMA = Gouvernement Militaire Américain
GTC = *General Trade Company*
ICA = *International Cooperation Administration*
IDE = investissements directs étrangers
IIL = industrialisation centrée sur les industries légères
IILC = industrialisation centrée sur les industries lourdes et chimiques
IIPM = industrialisation centrée sur les industries des pièces et des machines
IL = industries légères
ILC = industries lourdes et chimiques
IPG = investissements et prêts gouvernementaux
ISI = industrialisation par substitution aux importations
KCIA = *Korea Central Information Agency* (devenu ANSP)
KDB = *Korea Development (Industrial) Bank*
KDI = *Korea Development Institute*
LRMOC = Loi de la réglementation des monopoles et des opérations commerciales
MF = Ministère des Finances
MST = Ministère de la Science et de la Technologie
MCI(E) = Ministère du Commerce et de l'Industrie (et de l'Energie)
MT = Ministère du Travail
NPI = nouveaux pays industriels
OCDE = Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONU = Organisation des Nations Unies
PCA = pays capitalistes avancés
PIB = produit intérieur brut
PME = petites et moyennes entreprises
PL 480 = United States Public Law n° 480
PNB = produit national brut
POSCO = *P'ohang Steel Complex*
PVD = pays en voie de développement
R-D = recherche et développement
Section I = section de production des moyens de production
Section II = section de production des moyens de consommation

L'objectif de notre étude est d'interpréter le processus historique de développement capitaliste en Corée¹ à partir d'une double optique, dialectique et d'économie politique, sur une période allant de la libération (1945) à nos jours. Dans cette introduction, nous commencerons à justifier le choix de la Corée comme objet d'étude. Ensuite, nous préciserons notre méthodologie avant de présenter la périodisation qui organise notre étude et les thèmes principaux traités. Enfin, nous résumerons nos travaux au moyen d'un tableau qui montre les grands traits caractéristiques de chacune des cinq périodes distinguées.

Choix du sujet

Après avoir longtemps attiré l'intérêt tant des universitaires que des médias et du monde politique par des performances économiques remarquables ou par des manifestations brutales des contradictions qui en découlaient, la Corée retient désormais l'attention en raison de l'expansion internationale de

¹ Dans ce travail, le terme Corée est synonyme de la Corée du Sud. Il va de soi qu'il renvoie à la totalité de la péninsule coréenne pour la période précédant sa division en deux Etats (officiellement en 1948), la Corée du Sud et la Corée du Nord.

ses conglomérats (*Chaebôls*), son adhésion au club des pays développés (OCDE) en 1996 et des troubles socio-économiques qu'elle connaît actuellement. Il en résulte que la littérature qui traite de la Corée directement ou indirectement est déjà longue et ne cesse de s'allonger. Nous ressentons ainsi la nécessité de souligner les raisons pour lesquelles nous souhaitons proposer une nouvelle étude de cette économie. Notre observation de la littérature concernée permet d'avancer au moins trois raisons.

— Tout d'abord, le cas coréen fournit un cas d'école dans le domaine du développement. Il est normal de supposer qu'un "succès" aussi exemplaire que l'est la croissance sud-coréenne pourrait donner nombre d'enseignements utiles pour d'autres pays encore en voie de développement. Un tel présupposé est acceptable, mais il conduit à oublier que même un processus de développement "réussi" est un processus dialectique au cours duquel les contradictions internes se succèdent les unes aux autres. En effet, le processus de développement coréen est un processus très condensé qui, dans une période d'environ un demi-siècle, a réalisé un parcours comparable à celui que les pays capitalistes avancés avaient suivi pendant un ou plusieurs siècles. Ce raccourcissement était certes marqué par une croissance plus rapide et des mutations structurelles plus profondes, mais en même temps il s'est accompagné de contradictions plus précoces et plus intenses et donc, de crises plus brutales. Si l'on veut en tirer des leçons, il n'est donc pas moins important de comprendre la nature de ces contradictions et la manière dont elles ont été résolues que d'analyser les régimes d'accumulation mis en oeuvre et les stratégies de développement adoptées.

— De plus, la rareté des cas de "succès" comparables au cas coréen parmi les pays dits du Tiers monde pourrait justifier l'attention prêtée sur les "conditions particulières", externes et internes, que la Corée a connues historiquement. Mais, l'insistance sur son caractère exceptionnel ne saurait faire oublier le rapport général entre le spécifique et l'universel: l'universel ne peut se réaliser qu'à travers le spécifique. De ce point de vue, si le développement coréen est effectivement spécifique tant au niveau du temps historique irréversible (seconde moitié du XXe siècle, guerre froide) qu'au niveau de l'espace (hégémonie géopolitique américaine, domination économique japonaise, zone de la culture confucéenne), il réalise du même coup les caractères universels du processus d'accumulation capitaliste (création du salariat et son exploitation, concentration/centralisation du capital). Ce qui renvoie de nouveau à la question sur les leçons du "modèle coréen": il ne s'agit pas de sa spécificité qui ne peut être reproduite ailleurs, mais de son universalité qui est transférable partout. On confirme ainsi l'idée de "points de passage obligatoires pour une politique de développement" proposée par G. Destanne de

Bernis² et réaffirmée par M. Lanzarotti³.

— Enfin, si l'on veut mettre l'accent sur les contradictions internes au processus de développement (*infra*), il faut tout de suite constater que les contradictions économiques ne peuvent être étudiées sans tenir compte de leurs liens inséparables avec des contradictions socio-politiques. A ce propos, si l'on met à part les travaux orthodoxes néoclassiques qui n'étudient pas les aspects socio-politiques bien qu'ils dominent largement la littérature sur le développement, on a quelques difficultés à trouver parmi les travaux menés sous l'optique de l'économie politique ceux qui cherchent explicitement à éclairer les interactions complexes entre l'économie et le socio-politique sous une optique dialectique. Il nous paraît ainsi nécessaire d'essayer de saisir de la manière la plus complète possible la globalité et la complexité que doit porter le processus de développement coréen. Si notre objet paraît vaste, notre intention est plus précise: contribuer à une réelle compréhension du processus de développement coréen et plus du processus de développement en général.

Méthode d'analyse

Deux méthodes d'analyse et de présentation sont possibles, l'une historique, l'autre thématique. Nous choisissons la première pour saisir la globalité du processus de développement dans son historicité, sans pour autant dévaloriser les travaux menés à partir d'une thématique précise (le commerce extérieur, l'évolution structurelle de la production, les politiques économiques, etc.). Dans notre tentative de reconstruire l'histoire du développement coréen, nous recourons inévitablement à certaines études thématiques qui ont contribué à l'approfondissement de la compréhension du processus de développement coréen. Il faut noter pourtant qu'il y a une tendance à négliger la globalité d'une réalité historique: plus minutieux est le découpage en thèmes, plus il est difficile de saisir leurs articulations variables dans le temps et leurs superpositions à un moment donné.

En revanche, l'analyse historique a l'avantage de faciliter la prise en compte des relations entretenues par un ensemble de différents thèmes au sein d'une période relativement courte et leur évolution au cours d'une période plus longue. Ceci étant, l'analyse historique peut comporter un risque majeur: elle peut se traduire par un simple alignement de faits choisis selon un ordre chronologique en se servant des résultats des études existantes, ce risque étant d'autant plus grand que la période d'étude est longue.

² G. Destanne de Bernis (1983).

³ M. Lanzarotti (1992a).

Caractérisation de la vision dialectique: "contradictions"

Il faut préciser notre vision dialectique de l'histoire.

Elle s'oppose, tout d'abord, à la vision de l'histoire monotone ou non-historique. D'une part, la vision monotone caractérise la théorie des étapes de croissance de Rostow⁴: on présuppose une trajectoire commune du développement jugée applicable à tous les pays qui sont égaux sauf en ce qui concerne leur positionnement initial; ainsi sont occultées ou atténuées leurs capacités inégales et leurs conditions dissemblables, internes et externes et enfin leurs trajectoires assez divergentes. D'autre part, les théories néoclassiques de la croissance ne s'intéressent que peu aux faits historiques: elles éliminent toutes les conditions historiques de leur cadre théorique pour s'éloigner de la réalité et s'approcher de la pureté théorique; lorsqu'elles regardent les faits historiques, ce n'est que pour trouver les preuves empiriques permettant de valider leurs théorèmes ou imposer l'application de ces derniers.

Le caractère essentiel de la vision dialectique est d'accorder un rôle central aux "contradictions" dans l'analyse de l'évolution des faits. Dans un processus historique, la dialectique au sens hégélien (thèse – antithèse – synthèse) ne peut se réaliser que par l'intermédiaire du fonctionnement des contradictions internes, et les lois de la dialectique ("transformation des changements quantitatifs en changements qualitatifs", "l'unité des opposants et leur lutte" et "la négation de la négation") expriment leur mode de fonctionnement. Il convient de le préciser en deux points.

— Rien n'est plus irréaliste que de songer que, dans l'histoire humaine, la dialectique est d'ordre mécanique et/ou spontané. Au contraire elle ne doit se réaliser que par les actions-réactions volontaires des acteurs humains. Pour parler de façon schématique, l'articulation entre le politique et l'économique passe par le social: l'affrontement-coopération des différents acteurs (et groupes d'acteurs) disposant de leurs propres stratégies n'autorise pas l'automatisme du processus de développement; la succession de périodes différentes (ou de stades) passe par une crise où le déroulement des séquences se fait sous la contrainte des contradictions existantes, et l'éventuelle issue à la crise n'est que le résultat des luttes sociales. C'est pourquoi l'on prête une attention particulière aux stratégies des acteurs (politiques de l'Etat, stratégies des entreprises, enjeux des mouvements sociaux), autrement dit, aux relations entre la démocratie politique (ou l'autoritarisme), la croissance économique (ou blocage de l'accumulation) et les luttes sociales (ou alliance de classes). Mais, pour éviter le risque de réduire l'histoire à celle de la volonté subjective des hommes, la seule précision des contenus de ces éléments subjectifs et de

⁴ W. W. Rostow (1960).

leurs logiques sous-jacentes n'est pas suffisante. Il faut aussi rendre compte des contraintes objectives qui les encadrent.

— Les contradictions jouent un rôle primordial dans l'analyse de la crise, cette analyse englobant à la fois la mise en évidence de ses facteurs (transition de l'accumulation à la crise) et l'étude de son développement. Deux remarques s'imposent.

D'une part, il s'agit de la distinction entre les contradictions endogènes et exogènes. L'analyse d'un développement national nécessite d'accorder la priorité aux contradictions endogènes, les contradictions exogènes ne se réalisant que par l'intermédiaire des premières ("internalisation des facteurs externes"); il ne s'agit pas pourtant d'établir une hiérarchie entre ces deux types de contradictions, mais d'éclairer leurs formes d'articulation variables selon les périodes. Ainsi, l'analyse de l'"articulation du national et de l'international"⁵ se fait ici du point de vue du national. A ce titre, il est important de noter l'ambivalence des impacts externes qui, par exemple, est exprimée par F. Perroux en termes de deux types d'effets de domination, effet d'entraînement et effet de blocage⁶. Toute sorte de déterminisme unilatéral (fatalisme dépendantiste, automaticité de la croissance transmise, etc.) à l'égard des impacts externes est écartée, leur ampleur étant déterminée au bout du compte par les facteurs internes (structures nationales, stratégies des agents nationaux, etc.).

D'autre part, une distinction analogique est à faire lors de l'analyse de la crise. La préférence pour l'optique nationale (formation sociale d'une nation comme niveau d'analyse) ne saurait dénier le fait que la force motrice du changement (facteur moteur de crise) peut venir de l'extérieur (ou de l'international), ceci étant d'autant plus vraisemblable qu'il s'agit d'un "développement à travers la dépendance" (aides étrangères, exportations pour les importations, utilisation d'équipements et de technologies importés, recours au financement international, etc.). En général, si dans une économie en développement les crises sont généralement déclenchées par des facteurs externes, ce n'est pas parce qu'elle est une économie ouverte, mais parce qu'elle a le statut périphérique (ou affilié) dans une économie internationale (ou mondiale) structurée autour d'une économie du centre. Ainsi, elle n'est pas en mesure de produire un effet évolutif sur les autres et sur le système lui-même, mais se trouve en état passif de s'adapter ou de surmonter les contraintes extérieures provenant d'une ou des économies du centre (ou foyer). Nous voulons dire par "facteur moteur" que ce facteur initie effectivement la crise, mais cela ne signifie nullement que sans ce facteur il n'y aurait pas eu crise. Au fond, il importe ici aussi de prêter attention sur l'articulation des facteurs externes et

⁵ Nous empruntons ici l'expression de R. Borrelly (1990).

⁶ F. Perroux (1991).

des facteurs internes.

Thème central: le rôle de l'Etat

Il est évidemment impossible d'englober tous les aspects de l'histoire du développement coréen dans ce travail. De plus, le souci de cohérence qui sous-tend notre étude exige de choisir un thème central. Ainsi, nous avons choisi comme tel le rôle de l'Etat nous appuyant sur le constat du rôle primordial qu'il a joué dans le processus de développement coréen. Dans notre effort pour appréhender la globalité de la réalité, nous essaierons d'éclairer les actions de l'Etat non seulement dans leur dimension économique mais aussi dans leur dimension socio-politique: en effet, il intervient systématiquement dans le processus d'accumulation du capital sans laisser les conflits sociaux aller jusqu'au blocage du processus de développement.

Notre choix d'une optique centrée sur l'Etat et non pas sur le capital (comme cela est habituellement le cas dans la littérature du développement) se justifie par le fait qu'elle permet de saisir directement les caractéristiques profondes qui définissent les processus de développement nationaux, et en particulier le développement coréen. Il convient de distinguer deux types d'évidence, empirique et théorique.

— Commençons par l'évidence empirique. Les expériences historiques du développement capitaliste témoignent de l'intervention permanente de l'Etat dans l'économie, même si le mode d'intervention varie selon les pays et selon les étapes du développement national. On sait quel rôle fût assumé par les "Etats mercantilistes" dans la transition du féodalisme vers le capitalisme et les Etats de pays, tels l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon, ayant engagé avec retard leur processus d'industrialisation nationale au 19^e siècle. Lorsque l'on observe les pays qui, plus ou moins tardivement au cours de notre siècle, ont déclenché le processus de développement (et surtout ceux appelés les nouveaux pays industrialisés), la généralité et l'importance du phénomène apparaît évidente.

Dans le cas de l'Etat coréen, considéré être un des Etats les plus interventionnistes au monde, on constate qu'il a mis en place les préalables au déclenchement du processus de développement (réformes institutionnelles), et organisé systématiquement les conditions nécessaires à la mise en oeuvre d'un tel processus (planification économique aux stratégies bien définies, en se donnant les moyens de leur réalisation). Ce qui nous conduit à parler d'une "économie dirigée par l'Etat", ou de "dictature pour le développement".

Mais on n'a pas prêté une attention suffisante au rôle assumé par l'Etat coréen dans la recherche d'issues aux crises récurrentes. Il s'agit du rôle

de protection des capitaux en difficulté et de réorganisation des conditions, notamment sociales, nécessaires à une remise en marche du processus d'accumulation. Ce qui permet de parler de l'"alliance de l'Etat et du capital pour l'accumulation". Elle peut se caractériser en deux points: d'une part, la supériorité de l'Etat coréen sur le capital va à l'encontre de leur rapport observable dans le capitalisme monopoliste d'Etat des pays capitalistes avancés⁷; d'autre part, la préférence relative de l'Etat coréen en faveur des capitaux nationaux s'oppose à celle accordée par les Etats latino-américains aux capitaux transnationaux.

— Face à cette évidence empirique, l'importance du rôle de l'Etat dans le processus de développement est de plus en plus reconnue par tous les courants de la théorie du développement. En l'occurrence, deux groupes d'analyses nous paraissent représentatifs: d'une part, l'idée d'Etat "développementaliste" est généralement validée par l'ensemble des auteurs hétérodoxes, dont les plus connus sont ceux qui raisonnent en termes d'industrialisation tardive, depuis Gerschenkron⁸ jusqu'à Amsden et Wade⁹; d'autre part, les libéraux sont désormais amenés à constater la nécessité de l'intervention de l'Etat dans le marché, bien qu'ils prétendent que cette intervention doive se limiter à la correction des défaillances du marché (les "échecs du marché") ou à la formation-perfectionnement du marché (l'intervention favorisant la concurrence, c'est-à-dire "*market-friendly*")¹⁰.

⁷ P. Boccarda (1974).

⁸ Une des propositions peut être résumée comme suit: plus tardivement un pays s'engage dans le développement, plus intense est l'intervention de l'Etat. Cf. A. Gerschenkron (1962).

⁹ Leurs ouvrages les plus représentatifs sont A. H. Amsden (1989) sur la Corée et R. Wade (1990) sur le Taiwan.

¹⁰ L. E. Westphal (1990) a déjà prétendu qu'en Corée les politiques de promotion des exportations ont été neutres, soulignant que les subventions ont été limitées afin de compenser les biais existants contre l'exportation, et que les politiques industrielles sélectives se sont confinées à la protection des industries naissantes. Selon l'auteur, l'efficacité de ces politiques sélectives est remise en cause par le contexte international évolué, la possibilité de transmission de l'expérience coréenne restant très limitée pour des raisons politiques bien particulières, notamment celles liées à la compétence des dirigeants politiques.

Les auteurs de la Banque mondiale (1991 et 1993) développent l'approche dite *market-friendly* et l'approche fonctionnelle à la croissance à partir de la distinction entre des politiques fondamentales et des politiques sélectives. Par ailleurs, S. Cho (1994) insiste sur le fait que l'approche dite *market-conforming* peut expliquer les politiques économiques (industrielle, commerciale, financière, institutionnelle, etc.) menées par les pays de l'Asie de l'Est, notamment la Corée.

Pour notre part, nous pensons que ces approches libérales modifiées ne permettent toujours pas de comprendre la véritable réalité du développement: tous les développements nationaux réussis sont passés par le non-respect des lois naturelles du marché, voire par la violation délibérée de la concurrence libre, non seulement au niveau international mais aussi au niveau national.

On arrive ainsi à une question théorique concernant la place de l'Etat dans l'économie (et aussi dans la société). L'approche libérale modifiée, évoquée ci-dessus, montre typiquement la vision d'un Etat exogène à l'économie (l'Etat se trouve en dehors de l'économie pour y intervenir en cas de besoin). A cette vision s'oppose la vision de l'Etat endogène à l'économie (l'Etat est un acteur indispensable au fonctionnement de l'économie) qui sera la nôtre. Certains travaux néomarxistes sur l'Etat méritent d'être cités. S. de Brunhoff a démontré que l'intervention de l'Etat dans l'économie capitaliste se fonde sur la nécessité d'une gestion publique de deux biens particuliers, la monnaie et la force de travail, qui ne peuvent être reproduits par le capital¹¹. Pour sa part et afin de dénier l'idée reçue d'Etat-marionnette, N. Poulantzas a élaboré le concept d'"autonomie relative" de l'Etat¹² qui d'ailleurs nous permet de donner à l'Etat sa propre place dans l'économie (et la société) et d'analyser les divers rapports qu'il entretient avec les acteurs privés.

Par ailleurs, la notion de "macro-unité publique" de F. Perroux¹³ représente bien la place de l'Etat dans l'économie. Si les unités privées, qu'elles soient des PME ou des multinationales, se préoccupent exclusivement de leur propre rentabilité (volume et taux de profit), l'Etat est la seule unité qui se situe au niveau de l'ensemble de l'économie nationale: il a pour fonction non seulement l'équilibrage des variables macro-économiques (régulateur se substituant au marché), mais aussi l'organisation du processus de développement national.

Pourtant, l'omniprésence de l'Etat (due à son existence permanente et son rôle indispensable dans l'économie) ne doit pas être traduite par son omnipotence. Il peut, selon le contexte, accaparer toutes les compétences et mobiliser tous les moyens nécessaires à son intervention, notamment s'il s'agit de régime autoritaire, mais il est aussi contraint par l'évolution de la base socio-économique. Si ses capacités d'intervention, notamment financières, dépendent du niveau de développement économique, l'Etat doit changer de forme en tant que régime politique au fur et à mesure du développement social. On peut ainsi voir qu'en Corée le régime militaire a été remplacé par un régime civil suite à la montée en puissance de la société civile, un processus de démocratisation étant en cours depuis. Un développement économique poussé par l'Etat est à l'origine de cette évolution socio-politique, alors que la société civile vient remettre en cause profondément le dirigisme étatique. Autrement dit, le social a fini par émerger sur la scène nationale d'où il avait été tenu à l'écart jusque-là grâce à la collaboration du politique et de l'écono-

¹¹ S. de Brunhoff (1976).

¹² N. Poulantzas (1968).

¹³ F. Perroux (1991), pp. 55-56.

mique sous la forme d'une "dictature pour le développement".

Organisation de l'ouvrage basée sur une périodisation

L'analyse historique exige une périodisation dont il nous faut préciser les critères, que nous évoquerons avant de procéder à la présentation de l'organisation de notre ouvrage.

Les critères de périodisation: le "régime d'accumulation" et sa crise

Nos critères de périodisation sont étroitement liés à l'importance accordée aux contradictions par la vision dialectique du processus historique de développement (*supra*). L'identification d'une période passe ainsi par l'identification d'un régime d'accumulation qui apparaît à l'issue d'une crise causée par les contradictions du régime précédent et aboutit à une crise engendrée par les contradictions propres à son fonctionnement. Cela dit, deux notions, celles de "régime d'accumulation" et de "crise", apparaissent comme les concepts de référence.

Il nous paraît utile de nous référer aux théories de la régulation, grenobloise et parisienne, dans la mesure où elles élaborent un certain nombre de concepts analytiques à propos de l'accumulation et de la crise¹⁴. Comme notre intérêt présent ne réside pas dans un examen de leurs corpus théoriques, nous nous confinons ici à faire quelques observations concernant leur application à notre étude¹⁵, notamment en matière du rôle de l'Etat qui est notre

¹⁴ Parmi de nombreux ouvrages et articles, on se réfère ici en particulier à GRREC (1981 et 1983), G. Destanne de Bernis (1987), J. Calvet et R. Di Ruzza (1986), Di Ruzza (1993), pour la théorie grenobloise, et à R. Boyer (1987) et P. Duharcourt (1993) pour la théorie parisienne. Nous ajoutons A. C. Robles (1992) qui synthétise de façon critique l'ensemble de la théorie de la régulation française.

¹⁵ Les travaux qui tentent d'appliquer les approches régulationnistes dans l'étude du développement ne manquent pas. Du côté grenoblois, D. Cordova (1989 et 1994) a essayé d'expliquer le succès coréen et l'échec péruvien dans la construction du système productif national, tandis que P. Boureille (1994) a démontré, dans le cas de l'Inde, le rôle du commerce extérieur dans la transformation des biens non-accumulables en des biens accumulables nécessaires au processus de développement. Du côté parisien, C. Ominami (1986) a montré l'existence de divers régimes d'accumulation et donc de différentes formes de crise dans le Tiers monde, tandis que M. Lanzarotti (1992a) a caractérisé le régime d'accumulation coréen comme un régime industriel-exportateur reposant à la fois sur l'exportation et la consommation non-durable en utilisant la méthode de découpage industriel en trois sections (section des biens d'équipement, section des biens de consommation et section d'exportation).

thème central.

Par "régime d'accumulation" nous entendons l'ensemble des mécanismes économiques et socio-politiques qui assurent le processus de reproduction sociale élargie dans une période plus ou moins longue et d'une façon relativement stable. Il ne s'agit pas là seulement d'examiner les niveaux des taux de croissance des principaux indicateurs macro-économiques, car la constatation de leurs niveaux relativement hauts et stables n'est que le résultat d'un fonctionnement du régime d'accumulation, mais plutôt de démontrer la nature même des mécanismes économiques et socio-politiques qui sont à l'origine du fonctionnement d'un régime d'accumulation particulier.

— Considérons d'abord la théorie de la régulation grenobloise. Le concept de "système productif" nous permet de définir la finalité du processus de développement comme processus de construction d'un système productif national, puis éventuellement pluri-national (cf. Conclusion, *infra*). Dans cette définition deux points doivent être précisés: une économie doit disposer d'une "base autonome d'accumulation" nationale, fondée solidement sur les "industries industrialisantes" (en général, les industries de base comme la machinerie, la sidérurgie, les industries chimiques, et en particulier, l'industrie des machines non spécifiques comme les machines-outils)¹⁶; en même temps, cette économie doit être dotée d'un espace monétaire dont la régulation est assurée par la monnaie nationale (notamment pour pouvoir s'assurer un système des prix relatifs autonome qui correspond à la structure de la productivité ou au niveau de développement des forces productives nationales)¹⁷. Nous posons de plus qu'il convient d'ajouter l'existence d'une "base autonome d'innovation" nationale, qui ne peut être réduite aux seuls aspects des techniques de la production mais doit englober le système national concernant l'éducation, la formation et la R-D, par exemple.

Les "procédures sociales de régulation", dont l'ensemble est nommé "mode de régulation", déterminent le fonctionnement d'un système productif. Ce sont des pratiques sociales visant à lutter contre les deux lois du profit (tendance à la baisse des taux de profit et tendance à leur égalisation) pour pouvoir dégager un taux et un volume de profit suffisant pour la réalisation des investissements sur une base élargie. Si la théorie grenobloise ne précise pas explicitement le rôle de l'Etat dans la mise en oeuvre des contre-tendances aux deux lois du profit, nous soulignons pour notre part que l'Etat peut les organiser d'une façon plus adaptée aux exigences du développement.

Il convient de noter que notre étude historique du processus de développement coréen tente de montrer que dans le processus de construction du système productif national plusieurs régimes d'accumulation se sont succédés par l'intermédiaire de leurs crises.

¹⁶ G. Destanne de Bernis (1966, 1968 et 1971).

¹⁷ G. Destanne de Bernis (1984).

— Prenons, ensuite, la théorie de la régulation parisienne. Selon celle-ci le concept de "régime d'accumulation" peut servir à caractériser les différentes étapes à travers lesquelles se réalise le processus de construction du système productif national. Sa définition et son fonctionnement dépendent de cinq "formes institutionnelles" qui concernent respectivement la monnaie, le travail salarié, la concurrence, le système international et l'Etat. Comme les régulationnistes parisiens n'établissent aucune hiérarchie entre ces cinq éléments déterminant la dynamique d'un régime d'accumulation, il nous paraît nécessaire d'effectuer une modification à propos de l'Etat: celui-ci ne peut être mis au même niveau que d'autres formes institutionnelles du fait que l'Etat peut agir sur les autres. En effet, on observe, du moins dans le cas coréen, que c'est l'Etat qui *a*) gère la monnaie en mobilisant la politique monétaire et financière (système financier centralisé et "crédits dirigés", système de gestion centralisée des devises, etc.); *b*) intervient dans la formation des normes de travail (intervention directe dans les conflits patronat-ouvriers, directives concernant les salaires, contrôle des prix des biens-salaire, etc.); *c*) organise le mode de concurrence entre les capitaux à travers la politique industrielle (protection des industries stratégiques ou dans l'enfance contre la concurrence étrangère mais aussi nationale, etc.); et, enfin, *d*) détermine le mode d'insertion de l'économie nationale dans le marché international par le biais de la politique commerciale (contrôle sélectif des importations, subventions aux exportateurs, manipulation des taux de change, etc.).

— Passons maintenant à la "crise". Si les régulationnistes grenoblois distinguent deux types de crise, "crise de régulation" (grande crise) et "crise régulatrice" (petite crise, crise du cycle des affaires), les parisiens établissent quant à eux une typologie plus fine en distinguant quatre niveaux (crise cyclique, crise du système de régulation, crise du mode de développement, crise du mode de production dominant). Au-delà des différences terminologiques, nous pouvons établir deux types de crise applicables à notre objet: la "crise du régime d'accumulation", et la "crise du mode de développement" (ou la "crise du mode de régulation").

Dans le premier type, les contradictions internes d'un régime d'accumulation donné se manifestent principalement au niveau des "mécanismes de fonctionnement" de ses éléments constitutifs (procédures sociales de régulation ou formes institutionnelles), l'éventuelle issue à la crise se trouvant dans la modification, ou le changement, de ces mécanismes afin de s'adapter plus efficacement aux exigences des contradictions. Il s'agit là d'une évolution quantitative conduisant à l'instauration d'un nouveau régime d'accumulation. En revanche, dans le second type de crise, les contradictions internes du régime d'accumulation remettent en cause les "principes de fonctionnement" de ses éléments constitutifs, l'éventuelle sortie à la crise résidant dans l'intro-

duction de nouvelles procédures sociales de régulation ou de nouvelles formes institutionnelles. Il s'agit ici d'une évolution qualitative conduisant progressivement et définitivement à l'apparition d'un nouveau "mode de développement" (ou "mode de régulation").

Il convient aussi de noter que, lors d'une crise du mode de développement, il peut y avoir une ou plusieurs crises du régime d'accumulation. Ainsi, une crise réellement identifiée peut être caractérisée par un ou plusieurs types de crise. Les cinq crises que nous relèverons dans le processus de développement coréen (voir le tableau ci-dessous) peuvent toutes être considérées comme des crises du régime d'accumulation. Par contre, en termes de crises du mode de régulation (ou de crises du mode de développement) il y en a trois. La première porte sur la période de "grande transition" (de la libération nationale de 1945 à la guerre civile de 1950-1953, *infra*) au cours de laquelle l'économie coloniale et militarisée se transforme radicalement en une économie libérale fondée sur des mécanismes liés à la pratique des aides étrangères. La deuxième est intervenue vers la fin des années 1950 lorsque le fonctionnement de l'économie d'aide est profondément perturbé par une Révolution sociale et un coup d'Etat qui établissait un "mode de développement" sous la régulation étatique. La troisième et dernière est en cours depuis la fin des années 1980. Lors de celle-ci un mode de régulation monopolistique d'Etat se substitue au mode de régulation étatique sous les effets combinés de plusieurs facteurs, à savoir la domination du "capital financier" national et son internationalisation poussée, la libéralisation économique généralisée (ouverture et dérèglementation) et la "mondialisation" de l'économie nationale.

Les cinq périodes distinguées

Notre étude couvre la période allant de 1945 (libération nationale de la colonisation japonaise) jusqu'au milieu des années 1990. Si nous ne traitons pas de la période antérieure à la libération (bien que l'on se garde de nier l'existence de "formes embryonnaires de capitalisme" pendant l'ère du féodalisme¹⁸ et celle d'un développement réel du capitalisme pendant la période de la colonisation japonaise (1910-1945)¹⁹), c'est en raison de l'absence d'un

¹⁸ Les débats sur l'existence de formes embryonnaires de capitalisme dans la société féodale de la Corée (notamment aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles) ont permis de constater que la possibilité d'un développement autochtone du capitalisme, témoignée par des phénomènes tels le développement du commerce interne et externe, une diffusion de l'économie monétaire, ou encore la naissance du système de l'artisanat sous-traitant des grands commerçants, a été condamnée à disparaître par la pénétration des capitaux étrangers, notamment japonais.

¹⁹ Le développement poussé des industries lourdes et chimiques pendant les années 1930 — expérience très rare dans le monde colonisé — était marqué par la spécificité du colonialisme japonais en tant qu'impérialisme tardif. Au moment de la décolonisation, les interprétations de

Etat-nation coréen au sens moderne du terme. En revanche, notre étude doit commencer par l'examen de l'héritage colonial tant économique que socio-politique, dans la mesure où cet héritage a défini les conditions initiales du processus de développement postérieur à la libération.

Nous distinguons cinq périodes selon les critères retenus: chaque période connaît son propre régime d'accumulation à la sortie de la crise du régime précédent et s'achève par sa propre crise. On consacre un chapitre entier à chacune de ces cinq périodes, qui coïncident approximativement avec les cinq dernières décennies, soit les années 1950, 1960, 1970, 1980 et 1990. Le tableau général ci-dessous résume les grands traits de chacune de ces cinq périodes²⁰. Plutôt que de répéter le contenu du tableau, nous nous contentons ici de faire des observations sur la mise en ordre des quatre éléments constitutifs de chaque période.

Le tableau commence par la rubrique "contexte externe", car les événements internationaux ont toujours constitué un facteur déterminant de l'évolution de l'économie coréenne. Certes, les événements internationaux découlant de la dynamique propre des économies capitalistes avancées se sont présentés comme des contraintes externes auxquelles la Corée devait s'adapter. Mais il est tout aussi important de souligner qu'ils ont fourni simultanément des opportunités précieuses que le pays a su exploiter pour son propre compte. Nous distinguons deux aspects du contexte externe, géopolitique et économique.

Pour sa part, le positionnement de la rubrique "Etat" avant celle de "régime d'accumulation" n'est pas le fait du hasard. Il souligne l'importance du rôle de l'Etat coréen dans l'explication du processus de développement. L'Etat coréen change de régime politique et intervient dans les luttes sociales par le biais du contrôle idéologique pour réhabiliter les conditions socio-politiques nécessaires à la mise en oeuvre de ses programmes de développement. Ainsi nous faisons apparaître les trois aspects des actions de l'Etat. La rubrique

cet "héritage colonial" se divisent entre deux grands courants: si l'interprétation nationaliste tend à mettre l'accent sur le caractère colonial de cette industrialisation en termes de capitalisme déformé et déséquilibré, l'interprétation purement économiste tend à mettre en avant un développement des forces productives et la disposition d'une certaine base matérielle. De toute façon, ce développement du capitalisme constitue un fait historique quand on voit l'établissement du système moderne de propriété foncière (malgré l'élargissement du système tenancier), la naissance de nombreux capitalistes coréens et la formation d'une classe ouvrière considérable (environ un million d'ouvriers au moment de la libération) (chapitre I, *infra*).

²⁰ S. Haggard et C.-I. Moon (1993) proposent une périodisation similaire à la nôtre (1953-60, 1961-72, 1973-79, 1981-85 et 1986-aujourd'hui), mais en fonction de critères d'ordre plus politique (stratégie de développement, environnement international, relation entre Etat et société, type de régime politique et bureaucrate) et sans une vision dialectique des régimes d'accumulation et de leur crises.

"régime d'accumulation" est essentielle dans la caractérisation de chaque période. Elle se précise en trois niveaux, celui de l'approvisionnement et de son financement; celui des débouchés; et, enfin, celui du procès de production et du champ d'accumulation (industries dirigeant la croissance et la transformation structurelle).

Enfin, la rubrique "crise" vient en dernier dès lors que nous cherchons ses origines dans les contradictions découlant du fonctionnement du régime d'accumulation mis en oeuvre sous l'impact des politiques économiques. Il faut noter que la recherche d'une issue à la crise passe par les conflits socio-politiques dont le déroulement et l'aboutissement ne sont pas situés hors de contraintes objectives de tout genre. C'est pourquoi on distingue ici aussi les trois instances: économique, sociale et politique.

Cet ordre correspond à l'organisation de chaque chapitre: une section est consacrée à l'Etat, une au régime d'accumulation et une à la crise, alors que le contexte international ne constitue pas, en lui-même, une section indépendante mais est mentionné le cas échéant.

<Tableau général> Cinq périodes distinguées

| période | années 1950 économie d'aide | années 1960 EEE simple | années 1970 EEE développée | années 1980 éco. à deux marchés | années 1990 économie fordiste | |
|----------------------------|---|--|--|---|--|-------------------------------------|
| Contexte Externe | | | | | | |
| Géo-politique | Libération et division Guerre froide | Défi nord-coréen Hégémonie militaro-politique des Etats-Unis | Détente | Ouverture du monde socialiste | Crise nord-coréenne | |
| Econo-mique | Domination unique américaine Période de stabilité (degré de liberté limité) Aides américaines | Domination double, japonaise et américaine Crédits internationaux | Période de crise de régulation (degré de liberté élevé) | Domination mise en cause Crise de la dette du TM Montée des investissements internationaux | | |
| Etat | | | | | | |
| Régime politique | GMA (1945-48) Régime Rhee (1948-60) élu Dictature civile | Régime Park (1960-72) coup d'Etat puis élu Dictature militaire | Régime <i>Yushin</i> (1973-79) contre coup d'Etat | Régime Chôn (1980-87) coup d'Etat | Régime Roh (1988-1992) militaire élu Dé démocratie bourgeoise | Régime Kim (1993-1997) civil élu |
| Contrôle idéologique | Anticommunisme et sécurité nationale Anti-Japon | Défi japonais Croissance à tout prix Education nationale étatisée et contrôle de la Presse | | Ouverture nécessaire Equité sociale | Réunification Internationalisation Bien-être Liberté de la Presse | Pays avancé |
| Intervention économique de | Réforme agraire Gestion de fonds de contrepartie et des biens d'aide Mise en vente des | Planification directive Système financier centralisé Libéralisation Banques nationalisées, crédits dirigés Centralisation des devises, Garantie du remboursement Privatisation | | Planification indicative Internationalisation Privatisation banques Coordination des ILC | Déréglementation financière Ajustement structurel | |

| période | années 1950 économie d'aide | années 1960 EEE simple | années 1970 EEE développée | années 1980 éco. à deux marchés | années 1990 économie fordiste |
|---------|--|--|--|---|---|
| l'Etat | patrimoines japonais- confisqués (usines, banques) Contrôle des M | sauf banques Entreprises d'Etat Subventions aux X, Contrôle sélectif d'M Protection des capitaux nationaux Gestion étatique du travail | IILC, autodéfense Révolution verte Mouvement Saemaül | IIPM Sauvetage des entreprises en péril Ouverture limitée Anti-monopolisme | Industrialisation de pointe Ouverture stratégique Pro-monopolisme Dialogue social |

Régime d'accumulation

| | | | | | | |
|--------------------------|---|---|--|--|--|---|
| Approvisionnement | Usines confisquées Biens d'aide américains | M de BP américains- et japonais | M de BP japonais et américains | M de BE sophistiqués | M de technologies avancées- et de pointe | |
| Financement | Fonds d'aide Devises dépensées par l'armée américaine | Emprunts publics à l'étranger IDE marginalisé Boom du Vietnam | Emprunts privés à l'étranger IDE contrôlé Boom du M-O | Crédits privés internationaux IDE augmentés Autofinancement | Marchés des capitaux internationaux Flux de portefeuille Retour au déficits | |
| | Fonds de contrepartie | Crédits bancaires (dirigés) | | Crédits non-bancaires | Bourse | |
| Débouchés externe | Matières premières Etats-Unis | Biens intensifs en travail Bipolarisée aux Etats-Unis et Japon | Biens intensifs en travail et capital | Biens intensifs en capital et technologie Diversification limitée | X de capitaux Diversification poussée Chine au 3e rang | |
| | interne | BC de base | BC non- et semi-durables | | BC durables | Services divers |
| Champs d'accumulation | Section II Industries des "trois blancs" | Industries légères intensives en travail Industries intermédiaires- | Section I Industries lourdes et chimiques | Approfondissement de section I Industries des pièces et des machines | | Industries en technologie et de pointe |

| période | années 1950 économie d'aide | années 1960 EEE simple | années 1970 EEE développée | années 1980 éco. à deux marchés | années 1990 économie fordiste |
|-------------------------|--|---|---|---|--|
| Processus de production | Façonnage simple Exploitation extensive Bas salaires | Façonnage et assemblage, sous-traitance internationale Exploitation intensive Hausse des salaires Apprentissage des techniques incorporées | Exploitation intensive Hausse des salaires | Internationalisation de la production Recours aux travailleurs immigrés Flambée des salaires R-D pour assimilation puis innovation | Internationalisation de la production Recours aux travailleurs immigrés Flambée des salaires |

Crise

| | | | | | |
|------------|--|--|--|--|--|
| Economique | Diminution d'aides Hyperinflation Surcapacité des "trois blancs" | Crise de devises Inflation chronique Déficit alimentaire Entreprises endettées M inflexibles | Crise de la dette Déficit public Surinvestissement dans les ILC Marasme des X | Crise de croissance Désinflation Economie de bulle Won apprécié Ralentissement d'X | Crise composée Inflation remontante Coûts élevés Marché interne saturé Difficultés d'X |
| Sociale | Pauvreté généralisée Chômage déguisé | Problèmes urbains Pauvreté rurale Mouvement des ouvrières | Chômage, inégalité Paysans agités Mouvement des ouvriers | Inégalité relative Paysans protestants Syndicat indépendant | Injustice sociale Instabilité d'emploi Mouvements sociaux |
| Politique | Corruption Fraude électorale Révolution d'Avril | Crise de sécurité Crise idéologique Mouvement démocratique faible | Auto-effondrement du régime <i>Yushin</i> Soulèvements populaires | Lutte populaire pour la démocratisation Grande union conservatrice | Domination conservatrice mise en cause Question subtile de réunification |

Abréviations: BC = biens de consommation, BE = biens d'équipement, BP = biens de production, EEE = économie d'emprunt et d'exportation, GMA = Gouvernement militaire américain, IDE = investissements directs étrangers, IILC = industrialisation centrée sur les industries lourdes et chimiques, IIPM = industrialisation centrée sur les industries des pièces et des machines, ILC = industries lourdes et chimiques, M = importations, M-O = Moyen-Orient, R-D = recherche-développement, Section I = Section de production des moyens de production, Section II = section de production des moyens de consommation, "trois blancs" = blé, sucre et coton, X = exportations.

Chapitre I.

De 1945 à 1960: Dictature civile et économie d'aide

Le premier chapitre est consacré à la période qui débute à la libération (1945) et se termine avec le coup d'Etat de 1960. Il nous paraît que cette période est généralement négligée par les travaux sur le processus de développement coréen, ce qui peut être expliqué par deux visions de l'histoire qui diffèrent de la nôtre.

D'une part, il y a une vision de rupture qui souligne les paysages contrastés entre cette période et les périodes qui la suivent. Elle est partagée par presque tous les travaux raisonnant en termes de seule croissance, et notamment par les études officielles, coréennes ou étrangères. Une grande confusion socio-économique suite à la libération et à la division, une économie ravagée par la guerre civile et une reconstruction économique s'appuyant sur les aides étrangères conduisent à former une image très négative de l'économie, et au mieux à constater une croissance médiocre. Cette vision est renforcée par les performances remarquables qui ne viennent qu'après cette période. Ainsi, on ne cherche pas un rapport significatif entre avant et après le début des années 1960, moment considéré comme le commencement d'un véritable processus de croissance en Corée. Nous critiquerons cette vision en soulignant que le taux de croissance des années 1950 n'est pas négligeable et,

surtout, en démontrant la place historique qu'elle occupe dans l'ensemble du processus de développement coréen.

D'autre part, ceux qui sont conscients de la continuité historique cherchent dans cette période les éléments favorisant l'industrialisation ultérieure. On y décèle ainsi une certaine satisfaction des conditions préalables à l'industrialisation "réussie", deux éléments étant particulièrement mis en avant: la mise en oeuvre d'une réforme agraire relativement radicale et la pratique des aides étrangères massives. Tout en partageant la validité de cette vision, nous l'estimons insuffisante. Nous pensons qu'il est nécessaire de démontrer que c'est l'évolution des années 1950 qui détermine celle des années suivantes en analysant à la fois les mécanismes d'accumulation dans une économie assistée et la crise de la fin de cette période. Il s'agit d'une vision de la continuité avec des ruptures de l'histoire.

Conformément à cette perspective, ce chapitre sera organisé en trois sections. La section 1 étudiera une sous-période allant de la libération à la guerre civile (1950-1953) au cours de laquelle le capitalisme coréen prend forme. Le processus de construction de l'Etat coréen moderne mérite une attention particulière du fait de la détermination des grands traits caractéristiques des régimes politiques ultérieurs. La section 2 analysera le régime d'accumulation en termes d'économie d'aide. Les aspects politiques sont aussi importants que les aspects économiques pour mieux comprendre son fonctionnement. Enfin, la section 3 montrera comment les contradictions internes de l'économie d'aide ont conduit à sa crise, crise qui s'est accompagnée de l'effondrement du régime politique en place.

Section 1. La naissance du capitalisme coréen: de la libération à la guerre civile

La période qui débute à la libération (15 août 1945) et se termine avec la guerre civile (25 juin 1950 - 27 juillet 1953) fut une période de grande confusion et ce dans tous les domaines¹. Cette période a marqué le début du

¹ Les conséquences de la guerre civile sur l'histoire coréenne sont tellement importantes que l'on pourrait distinguer cette période couverte par l'objet d'étude de notre chapitre I en deux sous-périodes, avant et après cette guerre. Mais les différences entre ces deux sous-périodes ne semblent pas être suffisamment significatives: du point de vue économique, la différence entre l'aide de survivance et l'aide de reconstruction ne modifie pas le fonctionnement de l'économie

capitalisme coréen avec la mise en place d'un Etat-nation au sens moderne qui, à son tour, va jouer un rôle primordial dans le développement ultérieur.

Le processus de formation de l'Etat capitaliste et de sa consolidation n'était ni facile ni normal comme on aurait pu l'imaginer. Il a dû se développer à partir de ce qu'on appelle l'"héritage colonial" (englobant les forces productives mais aussi les rapports sociaux) qui n'est guère favorable aux partisans du capitalisme. Il s'est donc traduit par des luttes de classes sanglantes, suspendues momentanément par la guerre civile. Quant au régime Rhee, qui a survécu à cette période difficile grâce à l'assistance américaine, il renforce la dictature civile et se comporte comme organisateur d'une sorte d'accumulation primitive (*infra*).

Nous examinerons les contradictions engendrées par le processus de développement de l'économie coloniale et qui ont été à l'origine d'une grande transition. Nous allons voir ainsi que les luttes des classes, accentuées par la "division" en deux Etats (officiellement en 1948) et la guerre civile, ne sont que l'expression de deux voies opposées quant à la construction d'un nouvel Etat-nation (§ 1). Ensuite, nous précisons les politiques du Gouvernement militaire américain (GMA, 1945-1948) puis celles du régime Rhee (1948-1960) face à une pénurie générale (§ 2). Enfin, nous étudierons la réforme agraire, car elle est souvent considérée être étroitement lié au processus de développement ultérieur. Pour évaluer ses effets, il sera indispensable d'examiner l'évolution agricole après cette réforme, notamment pendant les années 1950 (§ 3).

§ 1. Les contradictions engendrées par l'économie coloniale

Comme la période étudiée débute à la libération, il est naturel que notre analyse commence par la mise en lumière des conséquences socio-économiques de la colonisation. Conformément à notre méthodologie, nous précisons les contradictions internes de l'économie coloniale (paragraphe A) avant d'examiner le développement des luttes sociales visant à les résoudre (paragraphe B).

d'aide; sur le plan politique, la transition du gouvernement militaire américain au régime Rhee (en 1948) n'a entraîné que le changement formel du rapport de domination-dépendance; enfin, l'achèvement des luttes idéologiques n'a été que la consolidation de la domination déjà présente des forces de droite.

A. L'ambivalence de l'héritage colonial

A l'issue de la décolonisation, les contradictions de l'économie coloniale peuvent être résumées, en termes d'"héritage colonial" dont l'importance est évaluée différemment selon les auteurs. Même si l'on se limite à l'héritage de caractère économique, celui-ci ne concerne pas seulement le niveau et la structure des forces productives à un moment déterminé, mais aussi les mutations des rapports sociaux qui en ont résulté.

1. Le développement du capitalisme colonial et ses contradictions

Si la Corée a connu un développement capitaliste sous la colonisation japonaise (1910-1945), ce développement n'a pas échappé à ses conséquences contradictoires.

a) Un développement incontestable des forces productives

Deux approches s'opposent à propos de l'héritage colonial. L'une a tendance à en surestimer (positivement) l'importance, l'autre au contraire à la sous-estimer (négativement). D'où la question des critères d'évaluation. Plutôt que de nous engager dans ce débat, nous voulons insister ici sur le fait que le développement économique effectivement réalisé en Corée sous l'impérialisme japonais peut se caractériser comme un développement du capitalisme colonial.

En résumé, l'économie coréenne était systématiquement transformée pour être intégrée dans le système productif japonais: elle n'a pas pu se reproduire toute seule du fait de sa dépendance totale vis-à-vis de l'économie japonaise; elle était désarticulée et déformée afin de fonctionner comme une partie complémentaire de l'économie-foyer japonaise.

Du point de vue des fonctions de l'économie coloniale, l'économie coréenne a connu une double transformation. Pendant la première moitié de l'occupation, elle a été transformée en fournisseur de matières premières et d'aliments comme le riz (l'aliment par excellence) tout en étant un débouché pour les biens manufacturés japonais. Ensuite, à partir du début des années 1930, elle devait être transformée en centre de ravitaillement pour l'invasion japonaise vers la Mandchourie d'abord et le continent chinois par la suite. Pour parler en termes de système productif, la position attribuée à la Corée fait partie de la stratégie japonaise de construction d'un espace régional, baptisé "Zone de co-prospérité de l'Asie orientale".

Le fait que la Corée a connu un développement capitaliste pendant la période de la colonisation est généralement accepté. L'accumulation primitive à travers le *cadastral survey* (1910-1918)², la transplantation du mode de production capitaliste depuis l'annulation de la "Loi des firmes" (système de licence de l'établissement des firmes, promulguée en décembre 1910) en 1920 et l'installation rapide de capitaux monopolistes japonais depuis le début des années 1930 en sont des preuves. Au cours de ce processus, il y a eu développement des forces productives aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie.

Il faut également souligner que, pour la première fois, des institutions modernes étaient instaurées: le système de lois capitalistes comme le système moderne de propriété privée a été établi, alors qu'un organisme étatique reposant sur un système moderne de fiscalité et de budget et un système monétaire et financier ont été mis en place. Il va de soi que cela s'est fait pour faciliter la gestion coloniale, mais une fois en place, les institutions adaptées au fonctionnement du mode de production capitaliste ne disparaîtront pas avec la décolonisation.

Ainsi, nous pouvons comprendre combien est forte l'envie de mettre en relation l'héritage colonial avec le développement coréen ultérieur que l'on connaît bien. Cette tentative ne sera pas inutile du point de vue de la continuité de l'histoire. Mais elle ne sera ni juste ni objective si l'on ne rend pas compte des impacts des événements qui ont suivi la libération, à savoir, la division et la guerre civile, d'une part, et les politiques du GMA (notamment celles concernant les patrimoines japonais confisqués), d'autre part. Ce sont des évolutions survenues bien avant une authentique industrialisation dont le démarrage est, par erreur, considéré comme le fait du début des années 1960 par les auteurs raisonnant en termes de croissance.

b) Les contradictions du capitalisme colonial

Pour mieux comprendre l'évolution post-coloniale en Corée, il nous paraît tout aussi important de connaître la mutation des rapports sociaux que le développement des forces productives. C'est à ce niveau-là que le capitalisme "colonial" se distingue fondamentalement du capitalisme "impérialiste", et que la spécificité du développement du capitalisme colonial en Corée se manifeste.

² Le processus d'accumulation primitive est celui de la formation des conditions nécessaires au fonctionnement du mode de production capitaliste. Le *cadastral survey*, dont l'objectif était l'établissement de systèmes modernes de propriété et d'impôts sur la terre, a pour résultat de remplir une condition subjective de ce processus: il a libéré certains producteurs directs agricoles des attachements terriens et des contraintes de rang féodal de sorte qu'ils puissent se transformer en membres de l'armée de réserve industrielle.

Cette spécificité ne se retrouve pas seulement au niveau de la structure des forces productives, dont le niveau est bien supérieur à celui de la plupart des autres pays colonisés, mais aussi au niveau des modalités de réalisation de ce développement. Il convient d'examiner ce point en séparant les deux secteurs que sont l'agriculture et l'industrie, car les modes de production appliqués n'y sont pas identiques.

Il y a d'abord eu un développement des forces productives dans l'agriculture. Comme la plus grande part de l'accroissement de la production était expatriée vers le Japon, la vie des paysans s'est aggravée au point où les plus marginalisés se trouvaient obligés de quitter la campagne pour émigrer vers les villes ou à l'étranger, notamment en Mandchourie et au Japon³. Mais ce que nous tenons à souligner ici est que ce développement agricole ne s'est pas réalisé sous le mode d'exploitation capitaliste mais sous un mode d'exploitation que nous qualifierons de "semi-féodal": en effet, l'ancien mode de production féodal n'a pas été totalement démantelé mais plutôt transformé de façon à s'adapter à l'exploitation coloniale⁴. Le rapport de production semi-féodal a trouvé son expression dans le système de tenanciers qui, à son tour, a permis aux grands propriétaires de prélever le maximum du surplus agricole sous forme de rentes très élevées (normalement 50% de la récolte annuelle) et de l'exporter vers le Japon. D'ailleurs, ce système a été protégé et favorisé par les autorités coloniales. C'est ainsi que la contradiction entre la propriété et la

³ On estime que cette émigration a touché plus de 10% de la population à la fin de la colonisation: plus d'un million de personnes au Japon, à peu près un million en Mandchourie, deux cent mille dans la région soviétique de l'extrême Est et cent mille ailleurs, principalement en Chine. Cf. Grajdanzev (1944), cité par A. Amsden (1989), p. 34.

⁴ Il faut préciser ce que nous entendons par le qualificatif "semi-féodal". Nous avons déjà relevé que le *cadastral survey* était l'occasion de former l'armée de réserve industrielle. Mais, sa transformation réelle en salariés industriels a été très limitée principalement en raison du non-développement industriel. Ceci étant, les paysans dits libérés qui ne voulaient pas émigrer à l'étranger tendaient à rester à la campagne sous diverses formes. Or, dans la mesure où le mode de production capitaliste n'a pas été pratiqué dans l'agriculture et que le système de tenure a été privilégié, ces paysans sont tombés dans le statut de tenanciers, mais cette fois-ci avec un contrat plus ou moins moderne, bien qu'il se fasse souvent sous forme verbale. De plus, il est probable que les contraintes extra-économiques liées au mode de production féodal ne disparaissaient pas mais subsistaient de façon habituelle.

A. Amsden (1989, pp. 52-54) propose une discussion intéressante sur la similarité formelle et la différence réelle entre le système précapitaliste et le nouveau système mis en place sous la domination japonaise. D'une part, le mode d'acquisition du surplus n'a pas changé, dans la mesure où l'État percevait des taxes auprès des propriétaires fonciers qui collectent des rentes à leurs tenanciers. D'autre part, les paysans ont perdu leurs droits traditionnels à l'égard des terres qu'ils travaillent, la classe foncière n'exerçant plus de domination politique, tandis que les conflits ruraux sont réglés par la loi et non par la force.

production n'a pas cessé de s'aggraver de telle manière qu'elle constituera une des principales contradictions à résoudre dès la libération nationale (*infra*).

Pour sa part, l'industrialisation rapide déclenchée au début des années 1930 présentait un double caractère. D'une part, elle a été mise en oeuvre dans le cadre d'une économie de guerre et, d'autre part, elle était dominée par les capitaux monopolistes japonais qui bénéficiaient du soutien systématique du Gouvernement général japonais. Si le développement des industries lourdes, qui répondait principalement aux besoins militaires, a engendré une structure productive très déséquilibrée tant au niveau interindustriel (développement relativement tardif des industries légères) qu'au niveau géographique (concentration industrielle dans la partie nord), la domination des capitaux japonais dans cette industrialisation n'a laissé aucune place significative pour les capitaux coréens (*infra*). Par ailleurs, le soutien de l'Etat colonial a joué un rôle primordial dans cette industrialisation lourde, ce qui conduit J.-E. Woo à y trouver un archétype de l'industrialisation sous le régime Park intervenue trois décennies plus tard⁵. Dans ces conditions, la Corée s'est retrouvée après la libération dans une situation particulière: l'existence de capitaux matériels considérables tombés en possession de l'Etat (confisqués par le GMA, puis transférés au gouvernement Rhee) et une classe ouvrière qui a connu une croissance numérique importante au cours de l'industrialisation coloniale, capable alors de s'organiser en une force sociale puissante à l'époque (*infra*).

2. Le déséquilibre initial dans les rapports de forces des classes sociales

L'état précis des rapports de forces entre les classes sociales au moment de la libération est à la fois la conséquence socio-économique de l'économie coloniale et le facteur central de l'évolution sociale après la libération. La spécificité du développement du capitalisme colonial a laissé quatre classes sociales bien distinguées dans une double opposition: une opposition entre les capitalistes et les ouvriers dans l'industrie, une autre entre les propriétaires fonciers et les paysans-tenanciers dans l'agriculture⁶. Un examen plus précis de ces rapports de forces est nécessaire pour mieux comprendre l'évolution socio-politique.

⁵ J.-E. Woo (1991).

⁶ A propos de la classe dominante féodale, un point mérite d'être souligné. C'est que le gouvernement colonial a supprimé radicalement l'ordre féodal au niveau politique. Depuis lors, en Corée, il n'existe plus une classe dominante fondée sur le pouvoir politique de caractère féodal. Les colonialistes japonais n'ont laissé aucune place politique à la noblesse coréenne en établissant le système de gouvernement parfaitement direct. D'ailleurs, la décolonisation n'a connu aucune revendication pour rétablir l'ancienne dynastie.

a) Rapports de forces dans l'agriculture

Le Gouvernement général japonais a maintenu une politique de protection des propriétaires fonciers coréens en tant que coopérateurs locaux de la gestion coloniale, notamment en matière d'exploitation agricole (*supra*). Les propriétaires fonciers coréens, qui sont complètement écartés du champ politique, poursuivaient leurs intérêts économiques dans le système de tenanciers, tout en s'alliant à la politique agricole des autorités coloniales. Ainsi, lors de la libération nationale, ils ne disposaient d'aucune légitimité nationale pour se présenter comme des sujets nationaux dans le processus de construction d'un nouvel Etat-nation. Mais, ils gardaient un certain pouvoir économique pour pouvoir former le Parti Démocratique Coréen (PDC: "Hanmin-dang")⁷ qui fut choisi par le GMA dès son installation en tant que force locale d'alliance, malgré son manque de popularité. Comme nous le verrons, la classe des propriétaires fonciers a été finalement condamnée à disparaître à la suite de la réforme agraire.

Il est certain que c'est la classe paysanne qui a le plus souffert lors de la colonisation. Le fait que le statut social des paysans s'est dégradé sans cesse en témoigne. Selon le tableaux I-1, le système tenancier s'est développé durablement pendant la colonisation, tant en ce qui concerne la part des fermiers dans l'ensemble des paysans qu'en ce qui concerne la part des terres fermières dans l'ensemble des terres cultivées. C'est ainsi qu'en 1945 un foyer agricole sur deux était un fermier entier (50,2%), et si l'on y ajoute les demi-fermiers, ce chiffre s'élève à 85,8% (rubrique A). Quant à la part des terres fermières, elle est de 63,4% à la même année (rubrique B). Les fermiers devaient payer une rente très élevée et étaient soumis à diverses obligations exigées par le rapport de production semi-féodal (*supra*).

Ainsi, la libération nationale a mis le feu au désir des paysans-tenanciers de devenir propriétaires des terres qu'ils cultivaient eux-mêmes. Ce désir, pouvant être considéré comme naturel et persistant chez les tenanciers, était directement influencé par la réforme agraire très radicale et très rapide

⁷ Voici, très brièvement, l'histoire du PDC. Fondé le 16 septembre 1945 par un petit nombre des grands propriétaires fonciers, il s'est forcément opposé à la réforme agraire, mais en vain. En février 1949 il est devenu le Parti du Peuple Démocratique et, de nouveau, s'unissant avec les autres partis d'opposition, il s'est encore transformé, en novembre 1954 en Parti Démocratique ("Minjudang"). Ce dernier a accédé au pouvoir à la suite de la Révolution d'Avril en 1960 et en a été chassé par le Coup d'Etat de Park en 1961. Pour plus de détails, voir J.-Y. Shim* (1992), pp. 239-260.

<Tableau I-1> L'évolution du système de tenanciers

A. La constitution des foyers paysans selon la propriété (%)

| année | (a) | (b) | (c) | (d) | (e) | (f) | total | nombre |
|--------|------|------|------|------|-----|-----|-------|-----------|
| 1913 | 3,1 | 22,8 | 32,4 | 41,7 | - | - | 100 | 2 573 044 |
| 1918 | 3,1 | 19,7 | 39,4 | 37,8 | - | - | 100 | 2 652 484 |
| 1923 | 3,7 | 19,5 | 34,2 | 41,6 | - | - | 100 | 2 702 836 |
| 1928 | 3,7 | 18,3 | 31,9 | 44,9 | 1,2 | - | 100 | 2 799 188 |
| 1933 | 3,6* | 18,1 | 24,1 | 51,9 | 2,8 | 3,1 | 100 | 3 009 855 |
| 1938 | - | 18,1 | 23,1 | 51,9 | 2,3 | 3,8 | 100 | 3 058 755 |
| 1943 | - | 17,6 | 27,8 | 48,6 | 1,7 | 4,3 | 100 | 3 042 305 |
| 1944** | | 14,8 | 37,2 | 48,0 | | | 100 | 1 859 434 |
| 1945 | | 14,2 | 35,6 | 50,2 | | | 100 | 2 010 193 |
| 1946 | | 16,3 | 39,1 | 44,6 | | | 100 | 2 071 138 |
| 1947 | | 18,6 | 38,8 | 42,5 | | | 100 | 2 149 561 |
| 1949 | | 37,0 | 42,0 | 21,0 | | | 100 | 2 473 833 |
| 1957 | | 88,0 | 8,0 | 4,0 | | | 100 | |

B. La répartition des terres selon la propriété(mille *Chôngbo* pour 1942 et 1945, mille ha pour 1947 et 1949, %)

| | terre propriétaire | terre fermière | total |
|------|--------------------|----------------|-----------------|
| 1942 | 1 866 (41,7) | 2 610 (58,3) | 4 476 (100,0 %) |
| 1945 | 850 (36,6) | 1 470 (63,4) | 2 320 (100,0 %) |
| 1947 | 863 (39,4) | 1 325 (60,6) | 2 193 (100,0 %) |
| 1949 | 1 240 (59,9) | 830 (40,1) | 2 070 (100,0 %) |

Notes: **A:** Catégories (a) propriétaires fonciers, (b) cultivateurs indépendants, (c) demi-fermiers, (d) fermiers entiers, (e) cultivateurs par le feu, et (f) ouvriers agricoles.

* Depuis 1932 les propriétaires non résidents ne sont pas inclus et les propriétaires paysans sont compris dans la catégorie (b). ** Depuis 1944 les chiffres ne concernent que la Corée du Sud. **B:** Les chiffres de 1942 concernent l'ensemble de la péninsule coréenne alors que les autres seulement ceux de la Corée du Sud.

Sources: **A:** Jusqu'en 1943, Gouvernement général en Corée, *Statistiques annuelles*, plusieurs années, cité in GRSSS* (1991), pp. 69-71, extraits par nous. De 1944 à 1946, BOK, *KEY*, 1948, cité par G.-S. Ko* (1989). Pour 1947 et 1949, Ministère de l'Agriculture, *Histoire de la réforme agraire*, tome 1, 1970, cité par B.-T. Kim* (1981) p. 38. Pour 1957, *National Agricultural Cooperatives Federal*, cité S.-K. Choi (1993), p. 3. **B:** Pour 1942 et 1945, BOK, *KEY*, 1948 in G.-S. Ko* (1989); pour 1947 et 1949, Ministère de l'Agriculture, *Histoire de la réforme agraire*, 1970, cité par B.-T. Kim* (1981) p. 39.

menée par les autorités communistes dans le Nord de la Corée⁸. La formation rapide de la "Fédération nationale des syndicats paysans" en date du 8 décembre 1945 (soit moins de quatre mois après la libération) témoigne de l'importante potentialité d'apparition d'une classe sociale puissante. Ce sont la domination numériquement écrasante de la population rurale et la radicalisation des mouvements paysans qui ont finalement conduit le pouvoir politique (le GMA, relayé ensuite par le régime Rhee) à mettre en oeuvre une réforme agraire.

b) Rapports de forces dans l'industrie

En ce qui concerne la classe capitaliste nationale, sa situation a été très différente de celle de la classe des propriétaires fonciers. Pendant la colonisation, le développement capitaliste a laissé aux capitaux coréens une place très marginale, à l'exception d'un nombre très réduit de grands capitaux comme *Kyôngsông Textile*⁹. A titre d'illustration, en 1940, les capitaux coréens n'occupaient que 6% de l'ensemble des capitaux industriels (tableau I-2). Au-delà de la dépendance économique des entreprises coréennes vis-à-vis des entreprises japonaises pour se procurer des moyens de production et de la technologie, elles ne pouvaient pas mener à bien leurs affaires sans tenir compte des exigences politiques provenant de la situation coloniale. En fait, il était presque impossible pour les capitalistes coréens de fonder une grande entreprise sans collaborer étroitement avec le Gouvernement général, comme le montre bien le cas de *Kyôngsông Textile*, cité ci-dessus.

Ceci étant, après la libération, les capitalistes coréens n'étaient pas capables d'exercer une réelle influence, ni économique ni politique. En réalité, la classe capitaliste nationale restait encore une classe à construire, et ce dans une sorte de processus d'accumulation primitive organisé par l'Etat (*infra*).

En revanche, il est normal que le développement capitaliste, soit japonais soit coréen, se soit accompagné de celui du travail. Celui-ci a connu une croissance exponentielle depuis le début des années 1930 et notamment pendant les dernières années de la colonisation (tableau I-3). Compte tenu du fait que ce même tableau ne comprend pas le nombre d'ouvriers employés dans un certain nombre de secteurs (notamment le transport, la communication et l'agriculture) on peut estimer que le nombre total des ouvriers dépassait le million en 1943.

⁸ Il est aussi raisonnable d'imaginer qu'il devait y avoir une influence réciproque entre la réforme agraire sud-coréenne et celles japonaise et taiwanaise du fait de leur voisinage et de leur synchronisme.

⁹ L'histoire de cette entreprise est retracée en détail par C. J. Eckert (1991), pp. 224-252.

<Tableau I-2> La constitution des capitaux nominaux selon leur nationalité
(fin 1940) (mille yen, %)

| Secteurs | coréens | | japonais | |
|------------------|---------|------|-----------|------|
| | montant | part | montant | part |
| Imprimerie | 1 500 | 43 | 2 000 | 57 |
| Métallurgie | 6 100 | 2 | 373 000 | 98 |
| Mécanique | 61 500 | 42 | 85 050 | 58 |
| Chimie | 1 000 | 0 | 276 250 | 100 |
| Gaz, électricité | - | - | 553 030 | 100 |
| Céramique | - | - | 53 845 | 100 |
| Filature | 14 000 | 15 | 76 600 | 85 |
| Bois | 5 500 | 10 | 47 000 | 90 |
| Alimentation | 5 250 | 7 | 83 800 | 93 |
| Autres | 7 000 | 8 | 83 500 | 92 |
| Total | 101 850 | 6 | 1 623 475 | 94 |

* au dessus de 100 Yen du capital nominal

Source: BOK, *KEY*, 1948, cité par J.-S. Ko* (1989), p. 60.

<Tableau I-3> La croissance de la classe ouvrière (1931-1943)

| année | usine | mine | construction | total |
|-------|-----------------|---------|--------------|------------------|
| 1931 | 106 781 (74,3%) | 35 895 | nc | 142 676 (100,0%) |
| 1933 | 108 816 (44,0) | 84 701 | 53 588 | 247 105 (100,0) |
| 1935 | 153 546 (40,5) | 142 039 | 83 215 | 378 800 (100,0) |
| 1937 | 189 274 (36,6) | 166 568 | 161 499 | 517 341 (100,0) |
| 1938 | 272 693 (39,5) | 223 790 | 193 237 | 689 720 (100,0) |
| 1943 | 549 751 (75,0) | 183 000 | nc | 732 751 (100,0) |

Source: BOK, *KEY*, 1948, cité GRSS* (1991), p. 95.

Les mouvements ouvriers étant d'emblée marqués par le nationalisme et le communisme, ils furent systématiquement interdits et supprimés par les autorités japonaises. L'orientation communiste des mouvements ouvriers s'est encore renforcée vers la fin de la période coloniale, dans la mesure où les autres courants constitutifs des mouvements de libération nationale ont abdiqué devant l'oppression japonaise qui était de plus en plus ouverte et sauvage.

C'est dans ces conditions que les ouvriers ont pu agir immédiatement après la libération en tant que classe ouvrière, en concours avec le Parti

Communiste Coréen¹⁰: en effet, celui-ci a pris le contrôle de la "Fédération Nationale des Syndicats Ouvriers", créée le 5 novembre 1945 sur la base des syndicats, formés de façon spontanée et décentralisée dans presque toutes les usines et en s'associant aux "mouvements pour l'autogestion ouvrière" qui ont vu le jour dans les entreprises abandonnées par les japonais. Cette organisation nationale a permis aux ouvriers d'organiser à plusieurs reprises des grèves générales pendant une période de grande transition que nous examinons ci-après.

B. Une période de grande transition

La libération nationale s'est immédiatement traduite par une confusion sociale de grande dimension. Les luttes sociales et idéologiques ont abouti à l'établissement d'un Etat capitaliste sous le régime Rhee, la faiblesse et l'instabilité initiales de ce dernier n'ayant pas empêché un régime dictatorial civil de s'établir et de se consolider après la guerre civile.

1. La lutte entre deux voies opposées autour d'un nouvel Etat-nation

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la libération coréenne s'est faite par une occupation militaire partagée entre les deux grandes puissances américaine et soviétique¹¹. La péninsule coréenne a été considérée plutôt comme un territoire occupé que libéré, par les alliés, surtout par les améri-

¹⁰ Un bref rappel de l'histoire du parti communiste en Corée est utile. Le premier parti a été créé le 17 avril 1925 sous le nom de "Parti Communiste de Chosôn" (ancien nom de la Corée) et a été dissous en septembre de la même année à la suite de l'arrestation des principaux dirigeants. Depuis lors, il y a eu, en vain, plusieurs tentatives de refondation pendant la colonisation. Avec la libération, le parti a été reconstitué le 11 septembre 1945 sous le même nom (par convenance, on remplace Chosôn par Corée). En s'associant à deux autres partis de gauche, il devient le 23 novembre 1946 le "Parti Travailleiste Sud-coréen". Ce dernier s'affaiblit à partir du milieu de l'année 1947 suite à l'oppression directe du GMA et devient finalement illégal. La plupart des dirigeants montent au Nord et ses activités prennent effectivement fin. Officiellement, il est absorbé en juin 1949 par le "Parti Travailleiste Nord-Coréen" pour devenir le "Parti Travailleiste Coréen" sous la présidence de Il-Sông Kim.

¹¹ Cela ne signifie aucunement l'absence de mouvements coréens pour la libération. La répression systématique et la surveillance rigoureuse des mouvements nationalistes ont donné naissance à divers groupes pour la libération nationale, armés ou non, principalement dans les régions chinoises voisinant la Corée. Il est vrai que ces mouvements n'ont pas été reconnus officiellement comme une force des alliés.

cains¹². Le mode de libération a remis en question l'indépendance politique de la Corée, malgré des déclarations antérieures¹³, et a aussi prédéterminé le sort du pays: division en deux parties conduisant à la guerre civile, une poudrière de la guerre froide à l'échelle mondiale. Pour ne parler que de la Corée du Sud, cela a signifié son intégration solide dans le système mondial capitaliste sous l'hégémonie américaine. Plus précisément, d'un point de vue stratégique, le pays devait être transformé en bastion militaire pour la sécurité du monde capitaliste et notamment celle des Etats-Unis, alors que, d'un point de vue économique, l'économie coréenne devait être réorganisée pour devenir une périphérie du système productif international centré sur l'économie américaine (*infra*). Il faut noter pourtant qu'il n'y avait rien de mécanique dans ce double processus de transformation.

Pour le peuple coréen qui a connu un Etat-nation indépendant depuis des milliers années et qui se croyait libéré de la domination coloniale, le rétablissement de l'autonomie politique était indiscutable. C'est pourquoi le peuple a réclamé à l'unanimité l'indépendance immédiate et a furieusement refusé le projet de régime de tutelle proposé par les Etats-Unis à la "Conférence de Moscou" tenue en décembre 1945 en présence des trois chefs d'Etat des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS. Cette manifestation générale du nationalisme coréen a aussi été marquée par l'irruption d'une énergie révolutionnaire du peuple, laquelle avait été accumulée sous la domination coloniale de l'impérialisme japonais. La libération nationale a été généralement considérée comme l'occasion de réaliser la libération populaire. Cette énergie n'était pas seulement potentielle, mais s'était concrétisée sans tarder par la formation d'organisations populaires. C'est la puissance et la vitesse de l'explosion de cette énergie qui ont permis l'établissement de la "République Populaire de Corée"¹⁴ avant même l'arrivée des troupes américaines le 8 septembre 1945.

¹² Le premier communiqué du Général McArthur (8/9/1945) a clairement exprimé l'occupation américaine de la Corée du Sud.

¹³ L'indépendance politique de la Corée avait été promise par plusieurs conférences internationales comme la Déclaration du Caire (27 novembre 1943), l'Accord de Yalta (4 février 1945) et la Déclaration de Potsdam (26 juillet 1945), même si la construction immédiate d'un Etat coréen indépendant n'était pas clairement spécifiée.

¹⁴ La "République Populaire de Corée" a été déclarée le 6 septembre 1945 par une conférence nationale de représentants du peuple à l'initiative du "Comité Préparatoire de la Construction Nationale" sous la présidence de Wun-Hyông Ryô. Comme le GMA a catégoriquement refusé son statut de gouvernement, la considérant comme une des organisations politiques de l'époque, elle n'a jamais pu s'imposer.

Ceci étant, il faut noter que, s'il y avait unanimité concernant la construction d'un nouvel Etat-nation, ce n'était pas du tout le cas quant à la question de sa nature. S'il n'est pas erroné de souligner la prédominance de la dimension nationaliste même dans le communisme coréen¹⁵, les luttes de classes ne sauraient être réduites à leurs seules expressions nationalistes. La réalisation de la cause nationale, consentie par tous, était donc recherchée de façon divergente selon les différentes classes et leurs idéologies.

Pour connaître l'origine du capitalisme, et surtout de l'Etat capitaliste en Corée, il est donc indispensable de mieux comprendre le processus de lutte des classes pendant la période allant de la libération à la guerre civile. Au-delà de la grande diversité des forces sociales en fonction de leur couleur politique et de leur perspective, se manifestait une opposition entre deux voies de construction de l'Etat-nation: l'une nationaliste, radicale et socialiste et l'autre dépendante, conservatrice et capitaliste. Cette opposition était de plus en plus aiguë du fait de l'affrontement entre le Sud et le Nord qui s'inscrivait dans l'exacerbation des divergences entre les Etats-Unis et l'URSS.

L'opposition entre ces deux voies s'est cristallisée autour de la question du traitement de l'héritage colonial, c'est-à-dire des contradictions majeures engendrées par la colonisation et qui peuvent être regroupées en deux ensembles: les patrimoines matériels notamment industriels laissés par les japonais et le mode de production semi-féodal dans l'agriculture. Si le premier pose les problèmes de leur propriété et de leur utilisation, le second tient à la question de l'affranchissement des forces productives agricoles du joug féodal. Les solutions populaires en ont été prises spontanément: les ouvriers se sont engagés très vite dans un mouvement d'autogestion des usines, alors que la redistribution immédiate des terres ayant appartenu aux japonais en faveur des tenanciers coréens a été exécutée sous l'initiative des Comités Populaires locaux. L'arrivée de l'armée américaine a renversé la situation: la première voie de caractère populaire, interrompue par l'intervention américaine, laisse pleinement place à la seconde.

¹⁵ Le caractère nationaliste des partisans communistes a été constaté par B. Cumings (1981, p. 86) et aussi par A. Amsden (1989, pp. 35-36).

2. Le développement des luttes sociales et ses conséquences¹⁶

a) De la libération à la division en deux Etats

L'absence de pouvoir étatique suite à l'effondrement du Gouvernement général japonais a révélé la supériorité des classes dominées sur les classes dominantes dans les rapports de forces (*supra*). Les institutions de la police et de l'administration ont été occupées par la "Commission préparatoire de la constitution de l'Etat-nation" et ses antennes locales, réorganisées très vite en "République Populaire de Corée" s'appuyant sur le soutien précieux des "Comités populaires" locaux qui avaient été formés immédiatement après la libération de façon spontanée et décentralisée partout dans la péninsule coréenne. Parallèlement, les nombreuses organisations sociales, comme les syndicats ouvriers et paysans, ont rapidement réussi à former leurs propres instances nationales comme la "Fédération nationale des syndicats ouvriers" et la "Fédération nationale des syndicats paysans". En même temps, le "Parti communiste de Corée" s'est reconstruit comme organisation d'avant-garde politique.

Mais, cette initiative rapide du peuple dans le mouvement de la constitution de l'Etat-nation s'est heurtée à la riposte du GMA et des forces conservatrices de droite. Le GMA a organisé le "Conseil consultatif" constitué de onze coréens, tous, d'anciens collaborateurs de la colonisation japonaise¹⁷. Il a déclaré illégal le mouvement d'autogestion ouvrière des anciennes usines japonaises, a supprimé de force les syndicats de gauche, et a interdit la grève, alors qu'il a soutenu la création de syndicats libéraux pour contrer les syndicats de gauche existants. Il a également réinstauré l'ancien système de police japonais, faisant revenir les anciens policiers coréens qui se cachaient depuis la libération afin d'éviter des représailles populaires éventuelles. Le GMA a eu pour soutien militaire l'armée américaine et, de plus, a créé la "Garde coréenne" (future armée nationale de la Corée) et des écoles militaires avec l'objectif de former des officiers coréens. En fait, l'intervention militaire était fréquente dans les émeutes populaires successives.

Vers le milieu de l'année 1946, la plupart des Comités Populaires locaux sont déjà détruits, les administrations locales étant occupées par les

¹⁶ C. Hamilton (1986) offre un bon résumé de l'évolution des luttes de classes durant cette période.

¹⁷ Il est symbolique que « le président de ce conseil fut Sông-Su Kim, un des plus grands latifundistes de Corée du Sud, qui avait été membre du conseil central du gouvernement japonais pendant la guerre (mondiale, ajouté par nous) ». H. H. Sunoo (1988), p. 54.

conservateurs soutenus par le GMA. Dès lors, le Parti Communiste Coréen a abandonné sa tactique de neutralité bienveillante à l'égard du GMA pour s'engager dans une contre attaque, prétendue comme action de légitime défense: les mouvements de gauche se sont impliqués directement dans les luttes politiques, rapidement transformées en luttes armées, y compris sous forme de guérilla, suite à la répression de la grève générale de septembre 1946 et celle de l'émeute populaire en octobre de la même année. Au cours de ces oppositions acharnées, les forces de gauche ont perdu leur dynamisme et leur influence face à la force physique incomparable utilisée par les forces de droite épaulées par le GMA.

En 1947, sous prétexte de l'échec de la deuxième conférence de la "Commission commune américo-soviétique", les Etats-Unis ont soulevé la question de la Corée dans le cadre de l'ONU qui, à son tour, a pris la décision d'organiser des élections générales sous sa propre surveillance sur l'ensemble de la péninsule coréenne. Cependant, comme les autorités nord-coréennes ont refusé la présence de l'*UN Temporary Commission of Korea* (UNTCOK)¹⁸ sur leur territoire, les élections devaient s'effectuer seulement sur le territoire occupé par les troupes américaines en dépit de l'opposition nette des forces de gauche au Sud¹⁹.

Les élections générales (10 mai 1948) ont eu comme résultat l'inauguration du régime Rhee (15 août 1948). La non-participation de l'ensemble des forces s'opposant à la "division" (toutes les forces de la gauche et du centre) et l'intervention générale des institutions administratives du GMA ont été à l'origine de la mise en question de la légitimité du nouveau gouvernement et de l'instabilité politique. Bien sûr, le régime Rhee, qui a hérité de tous les organismes étatiques du GMA, y a répondu par des opérations de nettoyage de toutes les forces de gauche subsistantes.

¹⁸ L'UNTCOK est créée lors de la deuxième Assemblée Générale de l'ONU le 14 novembre 1947 et renommée UNCOK à la troisième Assemblée Générale. Cette dernière est absorbée dans l'*United Nations Commission of Union and Reconstruction of Korea* (UNCURK) et démantelée à la 28ème Assemblée Générale en décembre 1973.

¹⁹ Cette opposition a été, entre autres, manifestée par la grève générale du 7 février 1948 contre l'entrée de l'UNTCOK et celle du 8 mai 1948 contre la "demi-élection" et donc le "demi-Etat", ainsi que par le soulèvement populaire d'avril 1948 à l'île *Cheju* et la révolte des soldats à *Yôsu* et *Sunch'ôn* en octobre 1948. Le printemps de l'année 1948 a ainsi marqué un des moments de massacre massif du peuple par le pouvoir politique dans l'histoire coréenne.

b) Les conséquences de la guerre civile

Une fois deux Etats officiellement installés au sein d'une même nation²⁰, la tentation d'unification nationale par la guerre était bien plus grande. La guerre civile²¹ a marqué un point de rupture dans l'histoire moderne de la Corée. A partir de ce dernier une nouvelle ère, qui dure jusqu'ici, se met en place: ce qu'on appelle l'"ère de la division". Sans tenir compte des exigences de cette division en deux Etats antagonistes, on ne saurait avoir une compréhension plus complète de l'histoire ultérieure, même de celle du développement économique.

Dans cette perspective, il nous paraît utile de résumer les conséquences de la guerre civile. D'une part, les dégâts humains et matériels provoqués par la guerre elle-même étaient si importants que la reconstruction économique était impossible sans des aides étrangères massives. D'autre part, les conséquences socio-politiques ont été significatives qu'elles pèsent sur toute l'ère de la division. Comme le premier point sera examiné en détail plus tard, le second mérite d'être précisé maintenant.

La guerre civile a mis fin au long processus de luttes sociales déroulées depuis la libération, et installé un rapport de forces bouleversé. Les mouvements de gauche de toutes formes ont reçu un coup fatal, qui les a plongés dans un très long silence²², alors que le régime Rhee a été sauvé des difficultés politiques qu'il avait rencontrées avant la guerre. Cela veut dire que

²⁰ La "République Populaire Démocratique de la Corée du Nord" est déclarée le 9 septembre 1948, soit moins d'un mois après la constitution de la "République de Corée" au sud.

²¹ La définition de la nature de cette guerre reste encore en question. Pour les nord-coréens, elle est évidemment une guerre de libération nationale. Pour les sud-coréens, les opinions sont divergentes et même opposées tant sur la cause que sur la responsabilité de cette guerre; elle est considérée soit comme une guerre d'invasion ou guerre civile, soit comme l'invasion du Nord ou celle du Sud, par exemple. Sans vouloir s'engager dans ce débat, notre utilisation du terme de guerre civile est fondée sur la prise en compte des deux points suivants. D'une part, la guerre n'était qu'un moyen ultime pour éviter la division nationale pour les deux côtés: la politique de réunification du régime Rhee s'est fondée sur l'attaque militaire contre le Nord. D'autre part, les combats militaires locaux étaient fréquents avant l'attaque générale de l'armée nord coréenne le 25 juin 1950.

²² Il s'agit de la disparition totale des forces de gauche et du triomphe de la droite. Comme nous le verrons, la Révolution d'Avril de 1960 aurait pu permettre une éventuelle renaissance des forces de gauche, mais cette éventualité a été écrasée de nouveau par le coup d'Etat de Park, le mouvement ouvrier va connaître un développement explosif pendant la deuxième moitié des années 1980. En la matière, voir M. Hart-Landsberg (1989) qui retrace l'histoire de la gauche en Corée.

l'Etat capitaliste à peine installé et encore très faible est ainsi sauvegardé pour pouvoir assumer le rôle de protecteur du capitalisme naissant.

Cette guerre a consolidé de façon inébranlable le système de division dans lequel l'opposition entre le Sud capitaliste et anticommuniste et le Nord communiste et anti-impérialiste favorise les régimes autoritaires en place de part et d'autre de la frontière. Au Sud, l'anticommunisme est devenu une idéologie dominante au service de la sécurité nationale et, dans les faits, de la sécurité des régimes autoritaires qui vont se succéder les uns après les autres jusqu'à nos jours. Du moins, on peut dire que la disposition de ce moyen de contrôle idéologique est à l'origine de la supériorité de l'Etat sur la société civile en Corée du Sud, bien que cette supériorité soit variable selon les temps, tant dans sa forme d'existence que dans sa modalité de fonctionnement.

Il faut aussi souligner que la guerre civile a donné lieu à une armée nationale surdéveloppée et au stationnement permanent des troupes américaines. Tandis que l'existence d'une armée nationale gigantesque est une cause de l'éventuelle intervention militaire (trois coups d'Etat) et d'une militarisation de la société civile, le stationnement de troupes étrangères a servi de base physique pour la domination politico-militaire des Etats-Unis sur la Corée. Il n'est pas difficile de comprendre combien le contexte militaire a lourdement influencé le processus de développement capitaliste en Corée (aides étrangères, dépenses de l'armée américaine sur place, part des dépenses pour la défense dans les budgets, rôle des industries de défense dans l'industrialisation lourde et chimique, formation des complexes militaro-industriels, etc.).

§ 2. *La nature de la politique économique face à la confusion économique*

Si cette période a été marquée par une grande transformation sociale (*supra*), elle a été aussi une période de grande confusion économique. La nature de cette dernière s'est traduite par une pénurie générale, s'accompagnant d'une inflation dangereuse et d'un chômage généralisé. Dans l'explication de ces phénomènes, l'évidence des facteurs externes doit être complétée par la prise en compte de l'impact de la politique de stabilisation fondée sur le recours aux aides extérieures qui ne manquera pas de contradictions (paragraphe A). La question du traitement des patrimoines japonais mérite d'être

traitée tout spécialement du fait de leur poids écrasant dans l'économie de cette période (paragraphe B).

A. Les politiques de stabilisation

L'évaluation de la politique de stabilisation nécessite une analyse de la situation de pénurie générale. Bien qu'une pénurie générale ait été inévitable à cause de conditions objectives, il importe d'examiner dans quelle mesure les politiques économiques ont remédié à cette situation.

1. La nature de la pénurie générale

La pénurie générale de l'époque a été conditionnée par une double rupture issue de la libération, mais la compréhension de sa nature nécessite de tenir compte de la spécificité du développement économique sous la colonisation.

a) Les conditions objectives d'une pénurie générale

La pénurie générale a été un phénomène réel, étroitement lié à la spécificité de la libération coréenne, qui a engendré une double rupture: d'abord déconnexion externe totale et immédiate, puis division interne progressive mais définitive.

La rupture externe provient de la déconnexion brutale de l'économie coréenne de l'ancienne économie-foyer japonaise. L'économie coloniale, bien qu'elle ait connu une industrialisation non-négligeable, est structurellement dépendante de l'économie japonaise et fonctionnellement intégrée dans le système productif centré sur cette dernière (*supra*). Cette déconnexion a effectivement provoqué une paralysie immédiate du processus de reproduction sociale du fait que l'approvisionnement en moyens de production, auparavant assuré par le Japon, a été suspendu. En plus, la libération a engendré le retour de coréens expatriés pendant la période de colonisation: cette entrée massive et intensive devait aggraver la situation interne en augmentant la population sans travail.

La rupture interne est due à la division de la nation en deux parties qui ont rapidement suspendu toute relation mutuelle. Dans l'industrialisation de caractère colonial, les industries de biens de production (y compris les mines, les centrales électriques et les usines d'engrais chimiques) étaient concentrées au Nord, tandis que celles des biens de consommation et l'agriculture se sont

développées au Sud. Ainsi, pour la Corée du Sud, la division du pays a signifié la perte de la complémentarité avec le Nord. A titre d'illustration, l'interruption de l'approvisionnement en électricité de la part du Nord a complètement paralysé les activités industrielles au Sud, alors que les difficultés d'approvisionnement en engrais chimiques a provoqué une chute de la productivité agricole (*infra*). Cette rupture a aussi engendré une augmentation de la population du fait d'un flux de réfugiés nord-coréens provoqué par l'établissement du régime communiste en Corée du Nord.

Dans ces conditions, on peut constater qu'une pénurie générale réelle était inévitable: la production industrielle a effectivement connu une diminution dramatique comme le montre bien le tableau I-4.

b) La spécificité de cette pénurie

Avant d'examiner les politiques adoptées par le GMA face à cette situation de pénurie, il est nécessaire de mettre en avant sa spécificité. Pour mieux comprendre sa nature, il convient de distinguer ses deux aspects, industriel et agricole, du fait de leurs causes différentes.

Pour ce qui est de la pénurie de biens industriels, il faut d'abord et encore se rappeler que l'économie coréenne a connu une industrialisation importante sous la domination japonaise. Ce qui est d'ailleurs souvent souligné comme une spécificité de l'expérience de la colonisation de la Corée,

<Tableau I-4> Le rétrécissement de la production industrielle: de 1941 à 1948

(%)

| branches | nombre d'usines | nombre d'ouvriers | production en valeur* |
|-----------------------|-----------------|-------------------|-----------------------|
| Textile | -20,0 | 0 | -74 |
| Chimique | -48,4 | -43 | -57 |
| Alimentaire | -65,3 | -79 | -93 |
| Mécanique | -7,2 | -39 | -84 |
| Métallique | -49,5 | -54 | -59 |
| Imprimerie et édition | -80,0 | -75 | -76 |
| Poterie (céramique) | -68,6 | -27 | -68 |
| Artisanat d'art | -86,2 | -89 | -99 |
| Moyenne | -40,3 | -29 | -83 |

Note: * en valeur réelle compte tenu des indices de prix entre 1939 et 1948.

Source: KDB, *Mensuel Coréen*, no. 46 (juin 1959), p. 10, cité dans GRSSS* (1991), p.115.

contrairement à la plupart des cas d'autres pays colonisés. Même s'il paraît difficile d'établir un lien direct entre l'héritage colonial et l'industrialisation qui démarre au début des années 1960, on ne saurait sous-estimer son impact sur l'économie locale d'avant la guerre civile et même sur celle des années 1950.

A cela s'ajoute la dynamique des PME qui sont nées spontanément à l'époque. Selon le tableau I-5, tant le nombre d'entreprises que celui des employés s'accroît rapidement à partir de 1947, après une diminution brutale pendant environ deux ans suivant la libération. L'invariabilité du nombre d'entreprises japonaises confisquées nous permet d'attribuer logiquement ce dynamisme à des PME nouvellement créées. Ce dynamisme industriel fondé sur les PME (considérées normalement comme forces motrices pour le développement autonome et équilibré dans une économie sous-développée) sera relativement négligé par la politique industrielle qui consiste à favoriser la formation de capitaux monopolistes dans le cadre de l'économie d'aide (*infra*).

En ce qui concerne la pénurie de produits agricoles et donc la hausse de leurs prix, elle n'était ni logique ni naturelle. Si la Corée était exportateur de produits agricoles (surtout de riz) pendant la colonisation, cette exportation forcée a disparu après la libération. Ceci étant, la hausse des prix agricoles ne semble pas uniquement due à l'insuffisance de la production, mais plutôt à des perturbations dans leur commercialisation.

Il y avait en effet des interventions fréquentes à but spéculatif pour profiter de cette situation de pénurie. Il s'agissaient de personnes ayant une relation personnelle avec les autorités américaines, dont elles se servaient pour détourner la distribution de produits agricoles accumulés aux mains du GMA (*infra*). Parallèlement, les grands propriétaires et négociants manipulaient les prix du marché grâce à la constitution de stocks. En outre, au lieu de les contrôler, les autorités américaines faisaient preuve de tolérance à l'égard de ces activités spéculatives, au nom de leur libéralisme économique; la mise en place de cette idéologie a été nécessaire non seulement pour se différencier du

<Tableau I-5> L'évolution du nombre de firmes et d'employés

| mois/année | 6/1944 | 11/1946 | 3/1947 | 1/1948 | 1949 |
|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre de firmes | 9 323 | 5 249 | 4 500 | 5 404 | 7 404 |
| Nombre d'employés | 300 520 | 122 159 | 133 979 | 222 935 | 265 965 |

Note: Les chiffres concernent des firmes embauchant plus de 5 personnes en Corée du Sud.
Source: C.-U. Kong* (1989).

système communiste de la Corée du Nord, mais aussi pour réorganiser en économie libérale une économie militarisée jusqu'alors sous le contrôle systématique du Gouvernement général japonais.

2. Les politiques visant à la stabilité socio-économique

Etant données alors l'inéluçtabilité et la spécificité de la pénurie générale de cette période²³, il faut examiner les politiques économiques adoptées par le GMA pour y faire face²⁴.

a) La poursuite de la stabilité au moyen des aides

Lorsqu'une pénurie se produit, on recourt normalement à deux types de mesures complémentaires: des mesures à court terme consistant à augmenter la quantité d'offre, et des mesures à moyen et long terme concernant l'accroissement de la capacité de production. Si le GMA a préféré le premier sans prêter la moindre attention au second, c'est probablement qu'il a pris en compte la gravité de la situation locale et fait entrer une aide internationale massive (en fait, américaine pour sa plus grande partie) au titre du secours d'urgence (catégories d'aides comme GARIOA, ECA/SEC et CRIK dans les tableaux I-13 et I-21, *infra*).

Personne ne peut nier que ces aides de secours ont permis d'éviter une véritable catastrophe socio-économique et d'assurer un minimum d'activités économiques. Cela ne permet pas pourtant de laisser passer sous silence les défauts de cette politique de stabilisation basée uniquement sur l'aide extérieure. A ce propos, il faut rappeler que le GMA en tant qu'Etat détenait un large monopole disposant d'un pouvoir économique écrasant sur l'économie locale; un monopole sans équivalent avec les aides étrangères, d'une part, et les équipements industriels et les terres cultivées confisqués, d'autre part.

Commençons par la politique des prix agricoles. Le GMA a mis en place un système d'achat obligatoire de 40-60% de la récolte, notamment sous les formes d'impôts sur les terres cultivées et de rentes perçues par la "Société de la nouvelle Corée"²⁵, qui s'ajoute aux aliments fournis dans le cadre des

²³ L'insistance sur le caractère manipulé de cette pénurie a même conduit H. H. Sunoo (1988, p. 58) à dire que « la famine menaçait au milieu de l'abondance ».

²⁴ Il faut noter par avance que cette interrogation n'est pas sans rapport avec une question plus profonde portant sur l'intérêt économique des Etats-Unis en Corée ou, en d'autres termes, sur la place que l'économie coréenne devait occuper dans le système productif américain (*infra*).

²⁵ Cette société, créée en février 1946, a hérité, dans un premier temps, des terres appartenant à la "Société pour le Développement de l'Orient" (société publique créée en 1908

aides extérieures. Autrement dit, le GMA était en mesure de contrôler les prix du marché à travers la régulation du volume et du prix de ses ventes. Or, il devait utiliser ce pouvoir monopoliste pour atteindre un double objectif: la lutte contre l'inflation galopante et le financement des déficits budgétaires. Cette situation contradictoire a évidemment limité l'efficacité de la politique de prix des aliments.

Certes, le riz n'était pas importé. Mais la politique de prix d'achats publics a débouché sur la détérioration des revenus des producteurs, et donc sur la diminution de la production, ainsi que sur la hausse du prix du riz pour les consommateurs urbains²⁶. Quant aux autres aliments de base, essentiellement le blé et le sucre, leurs importations ont certainement contribué à résoudre l'insuffisance alimentaire, mais surtout à modifier la structure de la consommation alimentaire de la population en faveur de celle adaptée de plus en plus aux aliments importés. C'est bien là que l'on retrouve un processus conduisant à la dépendance alimentaire, via la destruction de la production locale par les importations²⁷.

pour gérer les terres appartenant au Gouvernement général), puis a élargi son administration sur les terres en propriété privée des japonais. Elle a été remplacée en 1948 par l'"Administration nationale de la propriété foncière" (*National Land Administration*) dont la mission était de mettre en vente les terres en sa possession.

²⁶ Par exemple, en décembre 1947, à Séoul, le prix à la consommation du riz (grains) était de 3 120 won par *Mal* (= 18 litres) tandis que le prix d'achat du riz (brut) par les autorités était de 600-660 won par *Gama* (= 57 kg). Si l'on considère que 1 *Gama* de riz brut équivalait en gros à 2 *Mal* de grains de riz, il en résulte que les paysans devaient vendre aux autorités à un prix d'environ 10 fois moins élevé que le prix de marché. Cf. J.-S. Ko* (1989), p. 102.

Cette politique de prix agricoles du GMA allait avoir une influence nette sur la situation socio-économique dans laquelle les révoltes paysannes et ouvrières étaient fréquentes.

²⁷ Le mécanisme typique conduisant à la dépendance alimentaire est le suivant: aide alimentaire → chute des prix intérieurs et modification des habitudes de consommation → diminution de la production locale → nouvelle augmentation de l'aide ou des importations. Ce mécanisme est, pour les pays donateurs, un processus de création de débouchés permanents pour leur surproduction agricole (T. Coutrot et M. Hussion, 1993, pp. 85-88). Il faut signaler que nous appliquerons des mécanismes similaires et plus systématisés pour expliquer le marasme agricole observé notamment dans les années 1950 (effets de l'introduction des surproduits américains dans le cadre des aides agricoles selon le PL 480) et dans les années 1980 (effets de l'ouverture des marchés agricoles).

On parlera aussi souvent du succès coréen dans le domaine du développement agricole comme on le fait à propos de son développement industriel. Mais il nous paraît qu'une telle estimation ne concerne qu'une période relativement courte et ne tient pas compte des évolutions agricoles différentes selon les périodes. Résumons très rapidement ce que nous analyserons dans les chapitres suivants: la dépendance alimentaire s'est renforcée depuis la libération jusqu'à la fin des années 1960, après quoi une croissance rapide de la production a abouti à l'autosuffisance pour les principaux grains pendant les années 1970; depuis lors, le taux de

Pour ce qui est des mesures prises contre la pénurie de produits industriels, la disponibilité des importations gratuites a incité le GMA à négliger l'importance des établissements industriels qui existaient dans le pays bénéficiaire. En outre, les aides ne se sont pas arrêtées à la satisfaction des besoins urgents mais continuaient, pour un certain nombre de biens, jusqu'à détruire la base de la production locale. Par exemple, on a fourni des biens de consommation de base comme du savon, des allumettes, etc., bien que la plupart pouvaient être produits localement.

Par ailleurs, la quasi-absence de politique de promotion de la production locale a été un des facteurs expliquant l'incapacité de cette dernière à retrouver son dynamisme, même en 1948, soit trois ans après la libération (tableau I-4, *supra*). Ce qui demande nécessairement un examen de la politique de gestion des équipements industriels confisqués. Avant d'aborder ce sujet, il convient de noter quelques aspects de la politique monétaire et financière de l'époque.

b) Le déficit budgétaire et la réforme monétaire et financière

Les dépenses publiques destinées au maintien de l'ordre social et à la création de l'armée coréenne ont engendré des déficits budgétaires massifs. Le 30 septembre 1948, moment du transfert réel du pouvoir du GMA au gouvernement Rhee, le solde déficitaire dépassait 40 milliards de won équivalant à 64% du solde de l'émission monétaire jusqu'alors, soit 64,2 milliards. Il va sans dire que cette tendance se poursuivra après l'instauration du nouvel Etat local tant que les mêmes nécessités demeureront, voire se renforceront, avec l'éclatement de la guerre. C'est dans ce contexte que en 1949 le gouvernement Rhee a émis pour la première fois des bons du Trésor, nommés "bons de construction de l'Etat-nation", d'une valeur de 10 milliards de won afin de combler le déficit de son compte ordinaire²⁸.

Mais, à cette date, le solde de l'émission monétaire était multiplié par trois par rapport au niveau d'août 1945 (de 100 à 306), alors que l'indice des

l'autosuffisance alimentaire n'a cessé de diminuer de façon remarquable jusqu'à nos jours. Il faut noter aussi qu'une meilleure compréhension de l'ensemble de ce processus nécessite la prise en compte de l'articulation agro-industrielle et l'évolution du mode de cette articulation selon les périodes.

²⁸ A ce propos, il est utile de rappeler que, dans l'histoire budgétaire coréenne, il y a peu d'émission de bons publics directement destinés à combler le déficit du compte ordinaire. Par contre, on a souvent utilisé ce moyen de financement pour les comptes spéciaux. Cf. J.-U. Kim* (1986), pp. 192-193.

prix décuplait pendant la même période (de 100 à 1 060)²⁹. Or, en janvier 1953, le solde de l'émission monétaire s'élevait à 1051 milliards de won (50 fois plus élevé que celui d'août 1945), en même temps que l'indice de prix suivait une trajectoire similaire (il était 52 fois plus élevé que celui de 1947). C'est bien l'hyperinflation de guerre dont la source principale est une émission monétaire excessive destinée aux prêts pour l'armée de l'ONU. Ce qui est à l'origine de la réforme monétaire du 15 février 1953³⁰.

Cette réforme monétaire ne se limitait pas seulement à un changement de dénomination (100 won à 1 hwan) mais comportait une dimension financière. Le principal but financier était de geler une partie de la surliquidité et de l'utiliser dans des activités productives et, de façon concomitante, de remplir les conditions d'application d'une mesure anti-inflationniste, conditions exigées par les américains en échange du remboursement en dollar des prêts en monnaie locale déjà accordés à la force de l'ONU. Bien que la surliquidité ait été absorbée dans un certain degré³¹, l'inflation n'était pas contenue. Peut être, ceci était dû à l'émission monétaire dont le montant dépasse de beaucoup le montant absorbé: le solde de l'émission était au contraire augmenté de 7,7 milliards de hwan à 23,1 entre la fin de février 1953 et la fin décembre de la même année³².

Malgré tout, ce qui nous paraît plus significatif est que cette réforme monétaire a eu pour résultat d'imposer définitivement une unité monétaire unique, le "hwan", en interdisant la circulation de toutes les autres monnaies existantes, notamment des billets et des pièces émis par le Gouvernement général japonais (jusque-là encore en circulation) ainsi que les dollars et les chèques militaires émis par l'armée américaine³³. On peut voir là la satisfaction d'une des conditions de gestion autonome monétaire et financière néces-

²⁹ Ceci confirme que l'inflation de l'époque a été principalement causée par la pénurie générale due à l'effondrement de la production locale, mais n'a pas de rapport direct avec l'émission monétaire. Les chiffres proviennent de J.-S. Ko* (1989).

³⁰ C'est la première réforme monétaire. La deuxième et dernière aura lieu en 1961 sous la junte de Park (*infra*).

³¹ J.-R. Kim* (1990, pp. 49-63), fonctionnaire qui a participé à cette réforme de sa conception jusqu'à son exécution, rapporte que cette réforme en elle-même a atteint cet objectif. Selon lui, le gouvernement avait l'intention de bloquer plus de 3 milliards de hwan mais, à cause de la révision du projet par les parlementaires, seuls 1,3 milliards étaient effectivement bloqués. Par contre, ce montant augmente à 2,2 milliards si l'on y ajoute le montant des impôts d'arriéré et des prêts non remboursés récupérés grâce à cette réforme. Par ailleurs, il donne dans son livre une description précise sur le déroulement de cette réforme monétaire et financière.

³² J.-S. Ko* (1989), p. 109.

³³ J.-R. Kim* (1990), p. 55. Il nous donne un résumé sur les lois des "mesures monétaires d'urgence".

saires à la mise en oeuvre d'un processus de développement national. C'est ainsi que l'Etat coréen a pu disposer de la liberté de mener des politiques de maintien d'un système de prix relatifs correspondant aux structures productives internes, ce qui permet d'éviter la domination directe d'une autre monnaie étrangère (à titre d'illustration, phénomène de "dollarisation"³⁴).

B. Les politiques spécifiques concernant les patrimoines japonais

Notre intérêt principal est ici, de savoir comment ont été traités deux enjeux essentiels de l'héritage colonial: les patrimoines confisqués et le mode de production agricole. En supprimant la possibilité de réaliser toute forme de propriété populaire, soit nationale ou publique, le GMA a accaparé dans son administration tous les patrimoines japonais de propriété tant publique que privée. En fait, avec l'ordonnance no. 2 du 25 septembre 1945 le GMA a déclaré que tous les patrimoines japonais devaient être confisqués par lui au nom d'indemnités de guerre de la part du Japon, et a commencé à en prendre possession grâce à l'ordonnance no. 33 du 6 décembre 1945³⁵. Après avoir vendu une partie de ces patrimoines durant son pouvoir, il a laissé le reste aux mains du régime Rhee.

Mis à part les biens immobiliers à usage non-productif, ces patrimoines peuvent être regroupés en deux groupes distincts: l'un concerne l'ensemble constitué par les usines, mines et banques, l'autre les terres cultivées. Nous allons les examiner l'un après l'autre.

1. Les établissements industriels et financiers

Les établissements industriels étaient de taille relativement grande et équipés de machines modernes³⁶, mais fonctionnaient largement en-dessous de leurs capacités. Selon le tableau I-6, si l'on compare les entreprises gérées par l'administration centrale avec les entreprises privées, on observe que le

³⁴ P. Salama (1989).

³⁵ Laissons de côté l'opinion radicale selon laquelle ces patrimoines sont, pour emprunter l'expression de J.-S. Ko, les « créances souillées de sang du peuple coréen » qui doivent lui être rendues. Il faut pourtant noter une conséquence socio-politique de cette confiscation: elle a privé les forces de gauche de leur base économique (destruction des organismes d'autogestion ouvrière existants, déjà mentionnés) et en même temps a établi le fondement économique pour le GMA.

³⁶ Ceci peut aussi être constaté dans un rapport préparé en 1945 par la Chambre des Représentants américaine, cité par A. H. Amsden (1989), pp. 45-47.

<Tableau I-6> Les entreprises confisquées comparées aux entreprises privées
(fin 1948)

| | entreprises confisquées | | entreprises privées | total |
|------------------------------|-------------------------|-------------|------------------------|------------|
| | adm. centrale | adm. locale | | |
| Valeur de la production | 11 636 925 | 6 790 732 | 34 219 483 | 52 647 140 |
| Nombre d'usines | 183 | 639 | 2 986 | 3 808 |
| Nombre d'ouvriers | 37 779 | 25 563 | 67 774 | 131 116 |
| Nombre d'ouvriers par usine* | 206 | 40 | 23 | 34 |
| Valeur par usine* | 63 590 | 10 627 | 11 460 | 13 825 |
| Valeur par ouvrier* | 308 | 266 | 505 | 402 |

* valeur moyenne

Source: BOK (1949), *Annuaire économique I*, cité dans GRSSS* (1991), p. 116.

niveau moyen de la productivité des premières est bien inférieur à celui des secondes (380 won par ouvrier versus 505 won) en dépit d'une taille moyenne 9 fois plus grande (206 personnes par usine versus 23 personnes).

Parmi les causes de la mauvaise performance des entreprises publiques confisquées, on cite habituellement la difficulté du financement même pour des fonds de roulement, la concurrence avec des biens importés, l'instabilité politique, etc. Mais, sachant que ces facteurs sont de caractère général et ne concernent pas seulement les entreprises publiques, nous ne pouvons les considérer comme une explication valable. A nos yeux, ce sont les facteurs de caractère subjectif qui méritent d'être soulignés et avant tout la mauvaise gestion publique: en effet, les usines étaient laissées à la dérive (avec, notamment, un laisser-aller concernant les fraudes des régisseurs), tandis que les mines étaient souvent interdites d'exploitation³⁷. Ce manque de volonté d'augmenter la production locale en utilisant les équipements industriels déjà disponibles n'est que le reflet de la politique privilégiée du GMA qui était de rechercher la stabilité par l'intermédiaire des aides en nature.

A partir du 12 juillet 1947 le GMA a commencé à mettre en vente ce patrimoine d'après l'ordonnance 210, et a effectivement vendu 513 entreprises, 839 biens immobiliers et 916 autres biens, soit un total 2 268 sur un ensemble de 294 167 biens, et a concédé le reste au gouvernement Rhee³⁸.

³⁷ J.-S. Ko* (1989), p. 95.

³⁸ Les entreprises vendues par le GMA faisaient partie de la catégorie d'administration locale (tableau I-6), et la plupart d'entre elle étaient déjà louées aux agents privés. Les grandes

Le GMA a aussi repris les institutions financières publiques ou privées en confisquant les actions appartenant aux japonais. Toutefois, ces institutions financières n'ont pas eu d'influence significative, leurs caisses ayant été vidées par les japonais partant, et n'ont pas joué un rôle important dans l'économie du fait de la confusion qui y régnait. Par exemple, même la Banque de Chosôn, qui en 1950 deviendra la banque centrale du nouveau pays, n'était qu'une caisse du GMA. Ces institutions financières n'ont pas été mises en vente par le GMA et, en conséquence, elles seront transférées au gouvernement Rhee qui va les privatiser sous la pression des conseillers américains (*infra*).

2. Les terres cultivées

Le traitement des terres cultivées confisquées était l'enjeu socio-économique le plus important dans la lutte sociale. Le 5 octobre 1945 le GMA a promulgué l'ordonnance no. 9 qui établit le plafond de la rente à un tiers de la récolte annuelle de chaque ferme. Ensuite, par le biais de l'ordonnance no. 52 du 21 février 1946, il a créé la "Société de la nouvelle Corée" à qui est donné le droit de propriété et de gestion de toutes les terres confisquées, même privées (*supra*). Ainsi, cette société est devenue le plus grand propriétaire terrien, détenant 16,7% de l'ensemble des rizières, le nombre de ses tenanciers comptant pour 27% de l'ensemble des foyers agricoles³⁹. Il est facile d'imaginer que les rentes recueillies auprès de ses tenanciers constituaient une part considérable du revenu du GMA⁴⁰.

Ce dernier a finalement vendu les terres en possession de la "Société de la nouvelle Corée" en vertu des ordonnances no. 173 et 174, promulguées en mars 1948. C'est ce que l'on appelle la "première réforme agraire". Les deux règles principales de ces ventes résidaient, d'une part, dans la limitation de la propriété à un maximum de 10 *Chôngbo* par personne (un *Chôngbo* équivaut à peu près à un ha), et d'autre part, dans le remboursement annuel sur 15 ans d'un montant correspondant à 20% d'une récolte annuelle, moyenne de celles des dernières années (donc, le prix d'achat s'établit à trois fois cette récolte annuelle moyenne).

entreprises sous administration centrale vont être vendues plus tard par le gouvernement Rhee (*infra*).

³⁹ J.-S. Ko* (1989), p. 101.

⁴⁰ Selon J.-H. Lee* (1981, p. 109), entre le 1er avril 1947 et le 1er mars 1948, la recette totale de la Société de la Nouvelle Corée était de 1,5 milliards de won dont 1,36 milliards (soit 90%) provenaient des rentes.

La "seconde réforme agraire" va être mise en oeuvre en mars 1950 par le gouvernement Rhee. Elle va aussi respecter le principe de la propriété privée, autrement dit celui de la "confiscation rémunérée et répartition payée", mais concerne principalement les terres des propriétaires coréens qui dépassent le seuil de trois *Chôngbo*. L'importance de cette réforme agraire permet de la traiter d'une façon plus profonde.

§ 3. La réforme agraire et l'évolution agricole

Il est habituel de considérer la réforme agraire coréenne comme une des causes du succès du développement ultérieur. Ce constat est affirmé par des comparaisons internationales, tant avec des expériences menées dans d'autres PVD (souvent des pays latino-américains) où l'on ne trouve pas une réforme agraire comparable⁴¹, qu'avec celles réalisées dans des pays développés où l'on retrouve une causalité entre la réforme agraire et l'industrialisation qui l'a suivie⁴².

On a ainsi tendance à tirer la conclusion suivante: la réforme agraire peut être considérée comme une condition préalable sinon nécessaire à la révolution agricole, qui pourrait s'accompagner éventuellement d'une révolution industrielle. Il nous paraît cependant que cette conclusion est trop hâtive. En effet, il est difficile d'affirmer qu'une réforme agraire se traduit nécessairement par une révolution agricole, comme on va le constater avec le cas coréen. De plus, l'opposition entre la thèse de l'industrialisation remorquée par l'agriculture et celle de la croissance agricole induite par l'industrialisation n'est pas encore réglée⁴³. Par ailleurs, une telle assimilation phénoménologique oublie que la réforme agraire coréenne comporte une grande particularité en ce qui concerne la situation socio-politique, les modalités de sa

⁴¹ P. Cammack (1991), p. 147.

⁴² H.-G. Kim* (1991), inspiré de la théorie du développement autocentré (*autozentrierte Entwicklung*) conçue par Menzel et Senghaas, avance que l'une des raisons du succès de l'industrialisation en Corée et à Taiwan se trouve dans la modernisation du secteur agricole suite à la réforme agraire. L'accent est mis sur les effets de revenu: une répartition relativement égalitaire des terres entraîne une répartition plus équitable des revenus qui élargit à son tour le marché interne du secteur industriel, notamment des biens de consommation. Il s'agit là effectivement d'une vision du développement équilibré de l'industrie et de l'agriculture. E. S. Mason et al.* (1981, pp. 222-225 et 427-431) a présenté un raisonnement semblable.

⁴³ A. Mounier (1992), pp. 186-207.

mise en place et ses effets économiques. Il convient donc de mener une étude plus concrète avant de vouloir tirer des conclusions de caractère général qui sont probablement illusoire sinon fausses. D'où la nécessité de présenter notre propre point de vue analytique de l'évolution agricole.

Le secteur agricole peut être considéré comme un secteur indépendant pour pouvoir analyser ses propres évolutions tant dans ses forces productives que dans ses rapports de production. Mais si, comme la plupart des analystes de l'évolution agricole le font, on s'arrête à ce seul niveau d'analyse pour porter un jugement sur la croissance ou le déclin du secteur agricole lui-même, on n'arrivera pas à une véritable compréhension de ses évolutions sans parler de celles de l'ensemble qui l'englobe. Cela résulte tout simplement du fait que, dans une économie capitaliste, toute évolution dans n'importe quel secteur ne peut avoir de véritable sens que lorsqu'on l'intègre dans l'évolution de l'ensemble de l'économie nationale, qui est considérée ici comme un espace économique quel que soit son degré de cohérence interne. C'est pourquoi toute théorie du développement économique, équilibré ou déséquilibré, ne doit pas occulter la question du lien agro-industriel. Cependant, pour préciser les modalités de l'articulation agro-industrielle, nous accordons la priorité au secteur industriel dans le processus dynamique du développement. Il s'agit d'une optique de la domination du capital sur l'agriculture, selon laquelle les évolutions agricoles sont analysées en fonction des mutations dans le processus d'accumulation du capital. Cette optique sera respectée chaque fois que nous revenons au lien agro-industriel.

Si nous voulons maintenant examiner le processus de la réforme agraire, il nous paraît nécessaire de relever tout particulièrement deux choses: l'action de l'Etat dans ce domaine (paragraphe A) et ses effets économiques (paragraphe B). Si la seconde problématique est traitée dans de nombreux travaux tant théoriques qu'empiriques, la première n'a intéressé que peu d'auteurs.

A. Le processus de la réforme agraire

Avant de procéder à l'évaluation des conséquences sociales de la réforme agraire, il est nécessaire de constater que cette dernière a été avant tout le résultat des luttes sociales.

1. Une réforme agraire comme *modus vivendi* des luttes de classes

Le contexte socio-politique qui a obligé la mise en oeuvre d'une réforme agraire a déjà été examiné. Au-delà de la revendication acharnée de la

classe paysanne pour une participation à la propriété des terres et la faiblesse de la classe capitaliste naissante, nous voulons rappeler ici l'antagonisme entre le pouvoir politique (incarné d'abord par le GMA et ensuite par le Régime Rhee), d'un côté, et la classe dominante composée de grands propriétaires fonciers gardant encore un certain pouvoir économique, de l'autre côté.

On peut tout d'abord constater que la volonté du GMA va à l'encontre de son choix initial de la classe foncière comme force locale d'alliance. A ce propos, Sunoo écrit: « le GMA voulait la réforme agraire sur la base de la propriété privée, de manière à former une couche de paysans moyens qui soutiendrait un régime politique conservateur... »⁴⁴. Bien entendu, ce volontarisme était fondé sur l'idée selon laquelle une réforme agraire est la meilleure mesure préventive contre une éventuelle révolution sociale (discours de McArthur)⁴⁵. A cela il faut ajouter que, à cette époque, les intérêts économiques des Etats-Unis à l'égard de la Corée se traduisent principalement dans la recherche de débouchés pour la surproduction agricole américaine, même si cela ne pouvait se réaliser que sous forme d'aides. Ce qui constitue l'une des différences entre la nouvelle domination des Etats-Unis et l'ancienne domination du Japon vis-à-vis d'un même pays dominé, la Corée.

Ceci étant, une fois arrivé au pouvoir en se servant du Parti du Peuple Coréen (qui représentait les intérêts des grands propriétaires fonciers), S.-M. Rhee a changé d'avis pour obtenir, cette fois-ci, le pouvoir indépendant voire autoritaire en trouvant un autre partenaire d'alliance dans la classe capitaliste naissante. Celle-ci voyait, dans sa collaboration avec le gouvernement, de grandes et faciles occasions d'accumulation du capital.

Dans ces conditions, la classe foncière, qui a perdu le soutien politique, n'a pu que laisser s'effondrer la base matérielle de son pouvoir économique. Toutefois, même si ses efforts d'empêcher la réforme agraire étaient destinés à échouer, elle a pu gagner suffisamment de temps⁴⁶ pour, d'une part, minimiser ses pertes en vendant, souvent de force, ses terres à ses fermiers ou les exclure de l'objet de la réforme en les privant du droit de fermage et, d'autre part, pour obtenir une garantie gouvernementale permettant à ses membres de se transformer éventuellement en capitalistes industriels. Cette garantie

⁴⁴ H.-H. Sunoo (1988), p. 57.

⁴⁵ Pour connaître en détail l'environnement socio-politique, voir G.-S. Lee* (1987, pp. 84-139). Elle nous donne aussi une étude précise sur le processus de décision de la réforme agraire.

⁴⁶ On compte 3 ans entre 1947, année où le premier projet de loi de la réforme agraire, qui n'a pas été finalement examiné par l'Assemblée Constitutionnelle, est proposé et avril 1950 où la loi de la réforme agraire, que l'on connaît maintenant, a été adoptée par l'Assemblée Nationale.